

TABLE DES MATIÈRES

Aperçu des résultats financiers	3
Performance financière	3
Situation financière	4
Analyse du Plan d'entreprise	5
Gestion des risques et du capital	7
Aperçu de la gestion des risques	7
Gouvernance des risques, supervision et conception	7
Gestion du capital	8
Responsabilité de la direction à l'égard de l'information financière	9
Rapport de l'auditeur indépendant	10
État de la situation financière	13
État du résultat global	14
État des variations des capitaux propres	15
Tableau des flux de trésorerie	16
Notes afférentes aux états financiers	17
1. Mandat de l'Institut	17
2. Synthèse des principales méthodes comptables	17
3. Équivalents de trésorerie et titres négociables	23
4. Prêts et compte de correction de valeur et provisions pour pertes de crédit	24
5. Placements en actions	28
6. Actif au titre de droits d'utilisation et obligation locative	29
7. Instruments d'emprunt	30
8. Instruments dérivés	32
9. Produits différés	32
10. Capital social	33
11. Gestion du capital	33
12. Gestion des risques financiers	33
13. Juste valeur des instruments financiers	35
14. Obligations contractuelles	38
15. Autres (produits) ou charges	38
16. Charges administratives	38
17. Régimes de prestations de retraite	39
18. Transactions entre parties liées	39

APERÇU DES RÉSULTATS FINANCIERS

Performance financière

L'exercice s'est soldé par un bénéfice net de 30,6 millions de dollars, en contraste avec la perte nette de 24,1 millions enregistrée en 2023.

Résumé de l'état du résultat global

Exercice clos le 31 décembre
(en milliers de dollars canadiens)

	2024	2023
Produits du financement et des placements	76 494	53 295
Charges d'intérêts et charges financières	20 911	24 146
Produits du financement et des placements, montant net	55 583	29 149
Apports de donateurs	1 060	1 120
Profits ou (pertes) réalisés*	488	(9)
Produits des activités ordinaires, montant net	57 131	30 260
Pertes latentes*	(327)	6 250
Charges administratives	34 478	26 801
Dotation ou (reprise de dotation) aux pertes de crédit	(7 614)	21 294
Bénéfice ou (perte) net	30 594 \$	(24 085) \$

*Comptabilisés en autres (produits) ou charges, dans l'état du résultat global.

Les éléments significatifs sont les suivants :

Le **montant net des produits du financement et des placements** du quatrième trimestre de 2024 a augmenté de 26,5 millions de dollars comparativement à celui de la période correspondante de 2023, s'établissant à 55,6 millions de dollars, grâce surtout au portefeuille de prêts en croissance découlant de la croissance du portefeuille de prêts. De plus, les injections de capitaux reçues en 2023 et 2024 ont entraîné une diminution des charges d'intérêt, ainsi qu'une augmentation des produits tirés des titres négociables et des équivalents de trésorerie.

Nous avons enregistré des **gains latents** de 327 000 dollars en 2024, contre des pertes latentes de 6,3 millions en 2023. Les gains de l'exercice en cours sont principalement attribuables à des gains sur les instruments dérivés de 4,7 millions de dollars, compensés en grande partie par des rajustements défavorables de la juste valeur marchande des placements en actions de 4,3 millions de dollars.

Nous avons comptabilisé une **reprise de dotation aux pertes de crédit** de 7,6 millions de dollars en 2024, surtout en raison des changements dans la qualité du crédit, du lancement d'un modèle de pertes de crédit attendues et de la mise à jour des hypothèses macroéconomiques servant au calcul des corrections de valeur et des provisions, ces facteurs étant partiellement contrebalancés par la croissance de notre portefeuille de prêts. En 2023, nous avons enregistré une dotation aux pertes de crédit de 21,3 millions de dollars, principalement en raison de la croissance du portefeuille de prêts et de la détérioration de la qualité du crédit.

Les **charges administratives** de 2024 totalisent 34,5 millions de dollars, en hausse de 7,7 millions comparativement à celles de 2023. La hausse découle non seulement de la montée du coût des ressources humaines du fait de l'accroissement du personnel, et ce, afin de soutenir l'essor de l'entreprise, mais aussi de l'augmentation des abonnements aux bases d'information électroniques et de la hausse des coûts d'occupation liés à l'ajout de locaux à bureaux à Montréal et à Toronto, partiellement compensées par une baisse des services professionnels.

Situation financière

Résumé de l'état de la situation financière

Au 31 décembre

(en milliers de dollars canadiens)

	2024	2023
Trésorerie et équivalents de trésorerie	98 508	26 895
Prêts	955 363	624 295
Compte de correction de valeur pour pertes sur prêts	(33 865)	(40 362)
Placements en actions	254 750	210 863
Autres actifs	18 200	24 882
Total des actifs	1 292 956	846 573
Emprunts	305 227	289 301
Produits différés	5 956	7 016
Provision pour pertes sur engagements de prêts	8 089	6 411
Autres passifs	60 300	11 055
Total des capitaux propres	913 384	532 790
Total des passifs et des capitaux propres	1 292 956	846 573

Les éléments significatifs sont les suivants :

Le **total des actifs** s'est accru de 446,4 millions de dollars depuis le 31 décembre 2023 en raison surtout de la croissance de nos portefeuilles de prêts et de placements en actions.

Les **prêts** ont augmenté de 331,1 millions de dollars au cours de l'exercice en raison surtout des déboursements nets de 266,8 millions, et de l'incidence de l'écart de change de 65,1 millions. Le montant net des déboursements sur les prêts comprend les déboursements en faveur de FirstRand Bank Limited (137,0 millions de dollars), Stanbic IBTC Bank Limited (54,8 millions de dollars), ETC Group (49,7 millions de dollars) et Latin America Agribusiness (49,3 millions de dollars), tandis que les remboursements nets proviennent d'Agri Commodities & Finance FZE (34,3 millions de dollars) et de Banco Sofisa (18,3 millions de dollars).

Le **compte de correction de valeur pour pertes sur prêts** a diminué de 6,5 millions de dollars au cours de l'exercice, surtout en raison de l'amélioration de la qualité du crédit, du lancement d'un nouveau modèle de pertes de crédit attendues et de la mise à jour des hypothèses macroéconomiques servant au calcul des corrections de valeur et des provisions, ces facteurs étant partiellement contrebalancés par la croissance de notre portefeuille de prêts.

Les **placements en actions** ont augmenté de 43,9 millions de dollars au cours de l'exercice 2024 en raison surtout des déboursements nets de 29,5 millions et de l'incidence de l'écart de change de 19,2 millions de dollars, ce qui a été partiellement contrebalancé par des pertes de 4,8 millions de dollars résultant d'une évaluation à la juste valeur de marché. Les déboursements notables au cours de l'exercice comprenaient une somme de 11,7 millions de dollars à l'intention du Fonds africain d'investissement dans les infrastructures 4 et une somme de 7,8 millions de dollars à l'intention d'African Development Partners III LP. À la clôture de l'exercice, l'encours de nos engagements de placement en actions se chiffrait à 264,9 millions de dollars.

Les **autres passifs** ont augmenté de 49,2 millions de dollars en 2024, principalement en raison d'une augmentation de 40,1 millions de dollars des actifs liés aux instruments dérivés en raison de l'écart de change latent.

En 2024, nous avons reçu une injection de capitaux de 350 millions de dollars, ce qui a entraîné une augmentation des **capitaux propres** par rapport à 2023. L'injection de capitaux a été utilisée pour rembourser la facilité de prêt renouvelable à taux variable avec EDC.

Analyse du Plan d'entreprise

Cette rubrique fournit une comparaison de nos résultats et de notre situation financière de 2024 avec les projections établies dans le Plan d'entreprise. Nous examinerons d'abord le Plan d'entreprise 2024 rétrospectivement et comparerons les chiffres réels avec les prévisions établies. Nous aborderons ensuite l'exercice 2025 de façon prospective et expliquerons quelles sont les variations que nous prévoyons d'enregistrer par rapport à nos résultats et à notre situation financière de 2024.

Performance financière

Exercice clos le 31 décembre (en milliers de dollars canadiens)	2025 Plan d'entreprise	2024 Chiffres réels	2024 Plan d'entreprise
Produits du financement et des placements, montant net	85 627	55 583	58 939
Apports de donateurs	729	1 060	1 398
Autres (produits) ou charges*	-	(815)	-
Charges administratives	52 853	34 478	37 421
Dotation ou (reprise de dotation) aux pertes de crédit	37 291	(7 614)	14 912
Bénéfice net	(3 788)	30 594	8 004

*En raison de la volatilité des profits et des pertes sur les instruments financiers et de la difficulté à en estimer la valeur, aucune prévision des profits ou des pertes latents n'a été incluse dans le Plan d'entreprise.

PLAN D'ENTREPRISE 2024

Le bénéfice net de 2024 s'est élevé à 30,6 millions de dollars, en contraste avec le bénéfice net de 8 millions de dollars annoncé dans le Plan d'entreprise 2024. L'élément le plus significatif a été la **reprise de dotation aux pertes de crédit** de 7,6 millions de dollars par rapport à la **dotation aux pertes de crédit** de 14,9 millions de dollars dans le Plan d'entreprise est principalement attribuable à un changement imprévu dans la qualité du crédit et aux hypothèses macroéconomiques mises à jour utilisées dans le calcul des corrections de valeur et des provisions ainsi qu'à l'introduction d'un modèle de pertes de crédit attendues.

PLAN D'ENTREPRISE 2025

La perte nette de 2025 devrait s'établir à 3,8 millions de dollars, ce qui se traduira par une diminution de 34,4 millions de dollars par rapport à 2024. Les éléments significatifs sont les suivants :

Le **montant net des produits du financement et des placements** devrait augmenter de 30,0 millions de dollars, grâce surtout à la croissance anticipée du portefeuille de prêts.

La **dotation aux pertes de crédit** devrait augmenter de 44,9 millions de dollars, puisque nous nous attendons à une augmentation du portefeuille de prêts et que nous ne prévoyons pas d'amélioration de la qualité du crédit comme fût le cas en 2024.

Les **charges administratives** devraient augmenter de 18,4 millions de dollars, surtout à cause des effectifs supplémentaires nécessaires pour assurer la croissance soutenue de la Société et favoriser l'expansion internationale et l'opérationnalisation du nouveau mécanisme de financement concessionnel et de l'expansion du programme d'assistance technique, en plus de l'augmentation des services professionnels, principalement dans le domaine de la consultation en TI, à mesure que la Société met en œuvre sa feuille de route numérique.

Situation financière

31 décembre (en milliers de dollars canadiens)	2025 Plan d'entreprise	2024 Chiffres réels	2024 Plan d'entreprise
Trésorerie et équivalents de trésorerie	23 433	98 508	29 655
Prêts	1 333 936	955 363	996 788
Compte de correction de valeur pour pertes sur prêts	(108 917)	(33 865)	(40 130)
Placements en actions	368 904	254 750	338 129
Autres actifs	15 475	18 200	17 703
Total des actifs	1 632 831	1 292 956	1 342 145
Emprunts	337 623	305 227	410 529
Produits différés	5 064	5 956	8 288
Provision pour pertes sur engagements de prêts	6 734	8 089	6 344
Autres passifs	9 859	60 300	10 524
Capitaux propres	1 273 551	913 384	906 460
Total des passifs et des capitaux propres	1 632 831	1 292 956	1 342 145

PLAN D'ENTREPRISE 2024

En 2024, les **prêts** ont été inférieurs aux prévisions, affichant un manque de 41,4 millions de dollars par rapport au Plan d'entreprise, principalement en raison d'une baisse des déboursements par rapport aux prévisions.

Les **placements** en 2024 étaient inférieurs de 83,4 millions de dollars aux projections du Plan, surtout à cause de la baisse des déboursements.

Les **emprunts** accusent un recul de 105,3 millions de dollars par rapport au Plan, surtout en raison de la baisse des déboursements, comme indiqué ci-dessus, car nos besoins en emprunts dépendent grandement des besoins de nos portefeuilles de prêts et de placements en actions.

PLAN D'ENTREPRISE 2025

Comme prévu au Plan d'entreprise, le capital social augmentera en 2025, car une nouvelle injection de capitaux de 400 millions de dollars a été reçue en janvier 2025 dans le cadre de l'augmentation de l'engagement de capital confirmée par le budget fédéral d'avril 2021, ainsi qu'un financement additionnel provenant des annonces faites à l'appui de la stratégie indo-pacifique du gouvernement du Canada et réitérées dans le budget 2023.

Selon les projections du Plan d'entreprise 2025, les **prêts** et les **placements en actions** devraient augmenter, compte tenu de la croissance continue en Amérique latine, dans les Caraïbes et en Afrique subsaharienne, ainsi que de l'expansion des activités dans la zone de l'Indo-Pacifique, conformément à la stratégie à long terme de la société. Les emprunts aussi devraient augmenter puisque nos besoins à cet égard dépendent en grande partie des besoins de nos portefeuilles de prêts et de placements en actions.

Aperçu de la gestion des risques

En fournissant du financement et d'autres formes de soutien au développement dans le cadre de son mandat, FinDev Canada s'expose à plusieurs risques. Notre pratique de la gestion des risques d'entreprise (« GRE ») met l'accent sur une solide culture du risque fondée sur la supervision, une orientation claire, l'appropriation et la responsabilité, ainsi que sur l'obligation de surveiller et de rendre compte. La gestion du risque chez FinDev Canada est régie par le modèle des trois lignes de maîtrise (« modèle des 3LM »), approche qui fait partie des meilleures pratiques de l'industrie en matière de gouvernance du risque. De plus, notre Cadre relatif à l'appétit pour le risque (« CRAR ») s'articule autour de trois grands types de risques qui sont intrinsèques à nos activités : risques stratégiques, risques opérationnels et risques financiers.

Gouvernance des risques, supervision et conception

Notre structure de gouvernance évolutive des risques assure une supervision et un contrôle centralisés, équilibrés et stricts des risques, dont l'obligation redditionnelle et les responsabilités d'appropriation du risque sont clairement établies au sein du personnel en contact direct avec les clients. Le modèle des 3LM assure un équilibre entre trois fonctions organisationnelles distinctes (les « lignes de maîtrise ») :

- Première ligne de maîtrise – le personnel en contact direct avec le client qui assume s'approprier et gérer les risques quotidiennement.
- Deuxième ligne de maîtrise – formée des fonctions de gestion des risques et de conformité qui assurent une supervision indépendante et une remise en question efficace des activités de gestion des risques de la première ligne, en veillant au caractère adéquat de la structure de gouvernance de l'entreprise et à la mise en place des contrôles nécessaires.
- Troisième ligne de maîtrise – englobe la fonction d'audit interne, qui fournit au Conseil d'administration (le « Conseil ») et à la haute direction une assurance indépendante de l'efficacité des politiques, procédures et pratiques en matière de gestion des risques.

Cette structure fait en sorte que notre appétit pour le risque soit transmis en cascade à l'échelle de l'organisation; elle établit aussi des forums constituant un cadre propice pour dûment examiner, discuter, débattre les risques et en tenir compte dans les décisions à tous les échelons et dans toutes les fonctions de l'organisation.

Le conseil et son important comité de gestion du risque

CONSEIL D'ADMINISTRATION

Le Conseil est responsable de la surveillance des risques en veillant à ce que de saines pratiques de gestion des risques soient en place, qu'elles soient efficaces et qu'elles soient favorisées par notre culture. Il approuve nos cadres de référence pour la gestion du risque d'entreprise et notre Cadre relatif à l'appétit pour le risque et surveille l'efficacité du programme de gestion du risque d'entreprise. De plus, il a la responsabilité de veiller à ce que nos systèmes d'évaluation et de gestion des incitatifs, des récompenses et du rendement soient harmonisés et en place, en mettant l'accent sur les risques, la conformité et les contrôles. Le Conseil dispose d'un **Comité de vérification** officiel qui l'aide à s'acquitter de ses responsabilités concernant la surveillance de nos normes d'intégrité et de comportement, les rapports financiers et les systèmes de contrôle interne.

La direction et ses principaux comités de gestion du risque

ÉQUIPE DE LA HAUTE DIRECTION

L'équipe de la haute direction, y compris le chef de la gestion des risques, menée par la cheffe de la direction, a l'ultime responsabilité de la gestion des risques d'entreprise conformément à l'appétit pour le risque approuvé par le Conseil, de la recommandation ou de l'approbation des instruments de politique, et de la supervision de l'exécution des activités de gestion des risques.

Elle est composée de membres avec droit de vote au sein de divers comités de la haute direction dans le cadre de son cadre de gouvernance d'entreprise afin d'assurer une gestion efficace des finances et des affaires opérationnelles et stratégiques au sein de l'organisation tout en déployant divers pouvoirs qui lui sont délégués par le Conseil d'administration. Quatre d'entre eux sont décrits ci-dessous.

Comité de triage

Le rôle de ce comité est de fournir des conseils et une orientation à l'équipe transactionnelle, dans le but de réaliser des transactions qui s'alignent sur le mandat, le cadre stratégique et l'appétit pour le risque de FinDev Canada.

Comité d'investissement

Ce comité de direction a été créé pour faire certaines recommandations à la cheffe de la direction ou au Conseil concernant les transactions nouvelles et existantes, y compris celles requises dans le cadre de délégation de pouvoirs pour les engagements de financement et de capital.

Comité de la gestion des risques

Ce comité de direction a pour mission de superviser le cadre de gouvernance de la GRE, d'examiner le profil de risque de la société en tenant compte des risques existants et émergents, et de faire certaines recommandations à la cheffe de la direction ou au Conseil, tout en tenant compte des cadres en matière de risques et du mandat du Comité des cadres supérieurs.

Comité des opérations et de la gouvernance

Ce comité de direction a été mis sur pied pour superviser les contrôles de gouvernance, faciliter la prise de décisions sur les initiatives stratégiques et organisationnelles et promouvoir l'efficacité opérationnelle globale de la Société.

Gestion du capital

Notre méthode de gestion du capital vise l'alignement sur notre société mère, Exportation et développement Canada. Cette méthode s'aligne sur le processus interne d'évaluation de l'adéquation des fonds propres (« PIEAFP ») et sert de ligne directrice pour déterminer notre capital requis. La demande de capital est calculée au moyen de modèles ou de méthodes qui estiment le capital nécessaire pour couvrir les pertes éventuelles que suppose une cote de solvabilité A, compte tenu du risque de crédit, du risque opérationnel, du risque de marché et du risque stratégique. L'offre de capital est déterminée à partir de nos états financiers et représente le capital versé et les résultats non distribués.

Grâce à un apport en capitaux propres venant de son actionnaire, FinDev Canada disposait d'un excédent de capital de 527 millions de dollars au 31 décembre 2023.

RESPONSABILITÉ DE LA DIRECTION À L'ÉGARD DE L'INFORMATION FINANCIÈRE

Les présents états financiers, inclus dans ce Rapport annuel, ont été établis par la direction conformément aux Normes internationales d'information financière (IFRS) qui sont pertinentes. Il incombe à la direction de veiller à ce que les données qui y sont contenues soient présentées de façon intègre et objective. La direction doit également formuler des hypothèses et des estimations et exercer son jugement à la lumière des informations disponibles à la date des états financiers. À cet égard, elle a notamment fait appel au jugement et a utilisé de façon significative des estimations et des hypothèses relativement aux provisions pour pertes sur prêts et aux instruments financiers évalués à leur juste valeur. La direction veille en outre à l'exactitude de toutes les autres informations contenues dans le Rapport annuel intégré et, le cas échéant, à la concordance entre ces informations et les informations et données contenues dans les états financiers.

Afin de s'acquitter de ces responsabilités, la direction a recours à un système financier, à un système de contrôle de gestion et à un système d'information, ainsi qu'à des pratiques de gestion, qui lui permettent de fournir une assurance raisonnable quant à la fiabilité de l'information financière, à la protection des actifs, à l'autorisation appropriée des transactions, à l'exécution de ces dernières conformément aux lois et aux règlements administratifs de la Société, et à l'efficacité des opérations. Nous nous en remettons à service d'audit interne d' Exportation et développement Canada qui se charge, notamment, de l'examen des contrôles internes et de leur mise en œuvre sur une base continue.

Le Conseil d'administration est responsable de la gestion de nos opérations et activités et doit notamment veiller à ce que la direction s'acquitte de ses responsabilités en ce qui concerne les rapports financiers et les contrôles internes. Il confie cette tâche au Comité de vérification du Conseil, composé d'administrateurs qui ne sont pas des employés de FinDev Canada. Les membres de ce comité rencontrent régulièrement les membres de la direction, les auditeurs internes et les représentants du Bureau du vérificateur général du Canada.

La vérificatrice générale du Canada effectue un audit indépendant selon les normes d'audit généralement reconnues du Canada et exprime une opinion sur les états financiers. Son rapport figure à la page suivante.



Lori Kerr
Présidente et chef de la direction



Marsha Acott
Chef de la direction financière

10 février 2025

RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT

À la ministre de la Promotion des exportations, du Commerce international et du Développement économique

Rapport sur l'audit des états financiers

OPINION

Nous avons effectué l'audit des états financiers de l'Institut de financement du développement Canada (IFDC) Inc. («FinDev Canada»), qui comprennent l'état de la situation financière au 31 décembre 2024, et l'état du résultat global, l'état des variations des capitaux propres et le tableau des flux de trésorerie pour l'exercice clos à cette date, ainsi que les notes annexes, y compris les informations significatives sur les méthodes comptables.

À notre avis, les états financiers ci joints donnent, dans tous leurs aspects significatifs, une image fidèle de la situation financière de FinDev Canada au 31 décembre 2024, ainsi que de sa performance financière et de ses flux de trésorerie pour l'exercice clos à cette date, conformément aux Normes IFRS de comptabilité publiées par l'International Accounting Standards Board (IASB).

FONDEMENT DE L'OPINION

Nous avons effectué notre audit conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada. Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont plus amplement décrites dans la section « Responsabilités de l'auditeur à l'égard de l'audit des états financiers » du présent rapport. Nous sommes indépendants de FinDev Canada conformément aux règles de déontologie qui s'appliquent à l'audit des états financiers au Canada et nous nous sommes acquittés des autres responsabilités déontologiques qui nous incombent selon ces règles. Nous estimons que les éléments probants que nous avons obtenus sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion d'audit.

AUTRE POINT

Les états financiers de FinDev Canada pour l'exercice clos le 31 décembre 2023 ont été audités par un autre auditeur qui a exprimé sur ces états une opinion non modifiée le 11 mars 2024.

AUTRES INFORMATIONS

La responsabilité des autres informations incombe à la direction. Les autres informations obtenues à la date du présent rapport se composent des informations contenues dans la section Revue financière du rapport annuel, mais ne comprennent pas les états financiers et notre rapport de l'auditeur sur ces états.

Notre opinion sur les états financiers ne s'étend pas aux autres informations et nous n'exprimons aucune forme d'assurance que ce soit sur ces informations.

En ce qui concerne notre audit des états financiers, notre responsabilité consiste à lire les autres informations et, ce faisant, à apprécier s'il existe une incohérence significative entre celles-ci et les états financiers ou la connaissance que nous avons acquise au cours de l'audit, ou encore si les autres informations semblent autrement comporter une anomalie significative.

Si, à la lumière des travaux que nous avons effectués à l'égard des autres informations obtenues avant la date du présent rapport, nous concluons à la présence d'une anomalie significative dans ces autres informations, nous sommes tenus de signaler ce fait. Nous n'avons rien à signaler à cet égard.

RESPONSABILITÉS DE LA DIRECTION ET DES RESPONSABLES DE LA GOUVERNANCE À L'ÉGARD DES ÉTATS FINANCIERS

La direction est responsable de la préparation et de la présentation fidèle des états financiers conformément aux Normes IFRS de comptabilité publiées par l'IASB, ainsi que du contrôle interne qu'elle considère comme nécessaire pour permettre la préparation d'états financiers exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs.

Lors de la préparation des états financiers, c'est à la direction qu'il incombe d'évaluer la capacité de FinDev Canada à poursuivre son exploitation, de communiquer, le cas échéant, les questions relatives à la continuité de l'exploitation et d'appliquer le principe comptable de continuité d'exploitation, sauf si la direction a l'intention de liquider FinDev Canada ou de cesser son activité ou si aucune autre solution réaliste ne s'offre à elle.

Il incombe aux responsables de la gouvernance de surveiller le processus d'information financière de FinDev Canada.

RESPONSABILITÉS DE L'AUDITEUR À L'ÉGARD DE L'AUDIT DES ÉTATS FINANCIERS

Nos objectifs sont d'obtenir l'assurance raisonnable que les états financiers pris dans leur ensemble sont exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs, et de délivrer un rapport de l'auditeur contenant notre opinion. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, qui ne garantit toutefois pas qu'un audit réalisé conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada permettra toujours de détecter toute anomalie significative qui pourrait exister. Les anomalies peuvent résulter de fraudes ou d'erreurs et elles sont considérées comme significatives lorsqu'il est raisonnable de s'attendre à ce que, individuellement ou collectivement, elles puissent influencer sur les décisions économiques que les utilisateurs des états financiers prennent en se fondant sur ceux-ci.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada, nous exerçons notre jugement professionnel et faisons preuve d'esprit critique tout au long de cet audit. En outre :

- nous identifions et évaluons les risques que les états financiers comportent des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs, concevons et mettons en œuvre des procédures d'audit en réponse à ces risques, et réunissons des éléments probants suffisants et appropriés pour fonder notre opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative résultant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne;
- nous acquérons une compréhension des éléments du contrôle interne pertinents pour l'audit afin de concevoir des procédures d'audit appropriées aux circonstances, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne de FinDev Canada;
- nous apprécions le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, de même que des informations y afférentes fournies par cette dernière;
- nous tirons une conclusion quant au caractère approprié de l'utilisation par la direction du principe comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments probants obtenus, quant à l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou situations susceptibles de jeter un doute important sur la capacité de FinDev Canada à poursuivre son exploitation. Si nous concluons à l'existence d'une incertitude significative, nous sommes tenus d'attirer l'attention des lecteurs de notre rapport sur les informations fournies dans les états financiers au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas adéquates, d'exprimer une opinion modifiée. Nos conclusions s'appuient sur les éléments probants obtenus jusqu'à la date de notre rapport. Des événements ou situations futurs pourraient par ailleurs amener FinDev Canada à cesser son exploitation;
- nous évaluons la présentation d'ensemble, la structure et le contenu des états financiers, y compris les informations fournies dans les notes, et apprécions si les états financiers représentent les opérations et événements sous-jacents d'une manière propre à donner une image fidèle.

Nous communiquons aux responsables de la gouvernance notamment l'étendue et le calendrier prévus des travaux d'audit et nos constatations importantes, y compris toute déficience importante du contrôle interne que nous aurions relevée au cours de notre audit.

Rapport relatif à la conformité aux autorisations spécifiées

OPINION

Nous avons effectué l'audit de la conformité aux autorisations spécifiées des opérations de l'Institut de financement du développement Canada (IFDC) Inc. dont nous avons pris connaissance durant l'audit des états financiers. Les autorisations spécifiées à l'égard desquelles l'audit de la conformité a été effectué sont les suivantes : la partie X de la *Loi sur la gestion des finances publiques* et ses règlements, la *Loi canadienne sur les sociétés par actions* ainsi que les articles et les règlements administratifs de l'Institut de financement du développement Canada (IFDC) Inc.

À notre avis, les opérations de l'Institut de financement du développement Canada (IFDC) Inc. dont nous avons pris connaissance durant l'audit des états financiers sont conformes, dans tous leurs aspects significatifs, aux autorisations spécifiées susmentionnées. De plus, conformément aux exigences de la *Loi sur la gestion des finances publiques*, nous déclarons qu'à notre avis les principes comptables des Normes IFRS de comptabilité publiées par l'IASB ont été appliqués de la même manière qu'au cours de l'exercice précédent.

RESPONSABILITÉS DE LA DIRECTION À L'ÉGARD DE LA CONFORMITÉ AUX AUTORISATIONS SPÉCIFIÉES

La direction est responsable de la conformité de l'Institut de financement du développement Canada (IFDC) Inc. aux autorisations spécifiées indiquées ci-dessus, ainsi que du contrôle interne qu'elle considère comme nécessaire pour permettre la conformité de l'Institut de financement du développement Canada (IFDC) Inc. à ces autorisations spécifiées.

RESPONSABILITÉS DE L'AUDITEUR À L'ÉGARD DE L'AUDIT DE LA CONFORMITÉ AUX AUTORISATIONS SPÉCIFIÉES

Nos responsabilités d'audit comprennent la planification et la mise en œuvre de procédures visant la formulation d'une opinion d'audit et la délivrance d'un rapport sur la question de savoir si les opérations dont nous avons pris connaissance durant l'audit des états financiers sont en conformité avec les exigences spécifiées susmentionnées.

Pour la vérificatrice générale du Canada,



Normand Lanthier, CPA, CA
Premier directeur principal

Ottawa, Canada
Le 10 février 2025

ÉTAT DE LA SITUATION FINANCIÈRE

AU 31 DÉCEMBRE

(en milliers de dollars canadiens)

Notes

2024

2023

Actifs

Trésorerie et équivalents de trésorerie	3	98 508	26 895
Instruments dérivés	8	4 612	15 449
Prêts	4	955 363	624 295
Compte de correction de valeur pour pertes sur prêts	4	(33 865)	(40 362)
Placements en actions	5	254 750	210 863
Autres actifs		7 491	7 751
Actif au titre de droits d'utilisation	6	6 097	1 682
Total des actifs		1 292 956 \$	846 573 \$

Passifs et capitaux propres

Dettes fournisseurs et autres crédits		8 505	5 651
Emprunts	7	305 227	289 301
Dette envers Exportation et développement Canada	18	5 058	3 239
Produits différés	9	5 956	7 016
Instruments dérivés	8	40 456	370
Obligation locative	6	6 281	1 795
Provision pour pertes sur engagements de prêts	4	8 089	6 411
Total des passifs		379 572	313 783

Capitaux propres

Capital social	10	950 000	600 000
Déficit		(36 616)	(67 210)
Total des capitaux propres		913 384	532 790
Total des passifs et des capitaux propres		1 292 956 \$	846 573 \$

Les notes ci-jointes font partie intégrante des états financiers.

Le Conseil d'administration a approuvé la publication des présents états financiers le 10 février 2025.



Pierre Matuszewski
Administrateur



Lori Kerr
Administratrice

ÉTAT DU RÉSULTAT GLOBAL

EXERCICE CLOS LE 31 DÉCEMBRE

(en milliers de dollars canadiens)

	Notes	2024	2023
Produits du financement et des placements en actions			
Prêts		69 888	50 944
Titres négociables et équivalents de trésorerie		5 156	597
Placements en actions	5	1 450	1 754
Total des produits du financement et des placements en actions		76 494	53 295
Charges d'intérêts	6, 8	12 547	22 860
Charges du financement et des placements en actions		8 364	1 286
Produits du financement et des placements en actions, montant net		55 583	29 149
Apports de donateurs	9	1 060	1 120
Autres (produits) charges	15	(815)	6 259
Charges administratives	16	34 478	26 801
Bénéfice ou (perte) avant la dotation ci-dessous		22 980	(2 791)
Dotation ou (reprise de dotation) aux pertes de crédit	4	(7 614)	21 294
Bénéfice ou (perte) net, et résultat global positif ou (négatif)		30 594 \$	(24 085) \$

Les notes ci-jointes font partie intégrante des états financiers.

ÉTAT DES VARIATIONS DES CAPITAUX PROPRES

EXERCICE CLOS LE 31 DÉCEMBRE

(en milliers de dollars canadiens)

	Notes	2024	2023
Capital social			
Solde à l'ouverture de l'exercice		600 000	300 000
Actions émises	10	350 000	300 000
Solde à la clôture de la période		950 000	600 000
Déficit			
Solde à l'ouverture de l'exercice		(67 210)	(43 125)
Résultat global positif ou (négatif)		30 594	(24 085)
Solde à la clôture de la période		(36 616)	(67 210)
Total des capitaux propres à la clôture de l'exercice		913 384 \$	532 790 \$

Les notes ci-jointes font partie intégrante des états financiers.

TABLEAU DES FLUX DE TRÉSORERIE

EXERCICE CLOS LE 31 DÉCEMBRE

(en milliers de dollars canadiens)

	2024	2023
Flux de trésorerie liés aux activités d'exploitation		
Bénéfice ou (perte) net	30 594	(24 085)
Ajustements pour déterminer les entrées ou (sorties) de trésorerie nettes liées aux activités d'exploitation		
Dotation ou (reprise de dotation) aux pertes de crédit	(7 614)	21 294
Dotation aux amortissements	301	350
Éléments de placements en actions sans effet sur la trésorerie	(896)	(1 602)
Pertres réalisées	(3)	-
Variation des actifs et des passifs		
Variation des intérêts courus et des commissions sur prêts	(3 631)	(1 547)
Variation de la juste valeur des placements en actions	4 824	6 111
Variation des intérêts courus sur les emprunts	(3 069)	-
Variation des instruments dérivés	(9 849)	(11 076)
Autres	6 596	(3 336)
Déboursements sur les prêts	(419 322)	(270 472)
Remboursements sur les prêts	152 514	59 891
Sorties de trésorerie nettes liées aux activités d'exploitation	(249 555)	(224 472)
Flux de trésorerie liés aux activités d'investissement		
Déboursements pour les placements en actions	(46 154)	(66 919)
Encaissements sur les placements en actions	17 504	1 838
Achats de titres négociables	(50 361)	-
Ventes ou arrivées à échéance de titres négociables	50 365	-
Achats d'immobilisations corporelles	(912)	(320)
Sorties de trésorerie nettes liées aux activités d'investissement	(29 558)	(65 401)
Flux de trésorerie liés aux activités de financement		
Émission d'instruments d'emprunt à long terme	195 910	347 481
Remboursement sur les emprunts à long terme	(201 126)	(358 537)
Augmentation ou (diminution) du montant dû à EDC	1 795	(8)
Émission d'actions sur le capital social	350 000	300 000
Entrées de trésorerie nettes liées aux activités de financement	346 579	288 936
Effet des fluctuations du cours du change sur la trésorerie et les équivalents de trésorerie	4 147	(279)
Diminution nette de la trésorerie et des équivalents de trésorerie	71 613	(1 216)
Trésorerie et équivalents de trésorerie		
À l'ouverture de l'exercice	26 895	28 111
À la clôture de l'exercice	98 508 \$	26 895 \$
Composition de la trésorerie et des équivalents de trésorerie :		
Trésorerie	10 897	10 415
Équivalents de trésorerie	87 611	16 480
	98 508 \$	26 895 \$
Intérêts en trésorerie liés aux activités d'exploitation		
Intérêts payés en trésorerie	13 736 \$	18 914 \$
Intérêts reçus en trésorerie	69 889 \$	44 858 \$

Les notes ci-jointes font partie intégrante des états financiers.

1. Mandat de l'Institut

En septembre 2017, l'Institut de financement du développement Canada (IFDC) inc. a été constitué à titre de filiale en propriété exclusive d'Exportation et développement Canada (EDC). Son mandat est de fournir, directement ou indirectement, du financement de développement et d'autres formes de soutien au développement, d'une manière compatible avec les priorités du Canada en matière de développement international. L'Institut exerce ses activités sous le nom commercial de FinDev Canada et est soumis à la *Loi sur la gestion des finances publiques*.

Le siège de FinDev Canada se situe au 5, Place Ville-Marie, bureau 600, Montréal (Québec).

2. Synthèse des principales méthodes comptables

Mode de présentation

Les états financiers de FinDev Canada ont été préparés selon les Normes internationales d'information financière («normes comptables IFRS») publiées par l'International Accounting Standards Board («IASB»).

Application de normes internationales d'information financière, nouvelles ou révisées

NOUVELLES NORMES, MODIFICATIONS ET INTERPRÉTATIONS

Aucune nouvelle norme ni aucune nouvelle modification ou interprétation de norme n'a été adoptée au cours de l'exercice clos le 31 décembre 2024.

NOUVELLES NORMES, MODIFICATIONS ET INTERPRÉTATIONS PUBLIÉES, MAIS NON ENCORE ENTRÉES EN VIGUEUR

IFRS 18 – Présentation et informations à fournir dans les états financiers

En avril 2024, l'IASB a publié la norme IFRS 18 – Présentation et informations à fournir dans les états financiers, qui doit remplacer la norme IAS 1 – Présentation des états financiers. La nouvelle norme vise à améliorer la comparabilité et la transparence des informations fournies dans les états financiers et s'appliquera aux exercices ouverts à compter du 1^{er} janvier 2027. Nous évaluons actuellement l'incidence que cette nouvelle norme aura sur nos états financiers.

Utilisation d'estimations et de jugements clés

Pour préparer les états financiers conformément aux normes comptables IFRS, la direction doit exercer son jugement et utiliser des estimations et des hypothèses dans l'application de certaines méthodes comptables. Nous prenons nos décisions en fonction des données de marché actuelles et d'autres informations disponibles à la date des états financiers. Nous avons établi des procédures pour nous assurer que le processus d'estimation et de formulation d'hypothèses est bien contrôlé et se fait de manière adéquate et systématique.

Étant donné que les estimations et les hypothèses comportent des éléments d'incertitude, les résultats réels peuvent varier de manière tangible des estimations de la direction. L'incertitude provient en partie de l'utilisation d'informations disponibles à une date donnée pour la formulation de nos hypothèses. Bien que ces données constituent le fondement le plus sûr pour nos hypothèses, certains événements économiques ultérieurs peuvent venir invalider les hypothèses retenues et, ainsi, rendre les résultats réels fort différents des estimations.

La direction a utilisé des estimations dans une mesure considérable tout en exerçant son jugement conformément à ce qui est décrit aux paragraphes suivants.

PRÊTS ET COMPTE DE CORRECTION DE VALEUR ET PROVISIONS POUR PERTES DE CRÉDIT

Le compte de correction de valeur pour pertes sur prêts et engagements de prêts représente la meilleure estimation de la direction quant aux pertes de crédit attendues. Ces estimations sont revues périodiquement pendant l'exercice et font l'objet d'un examen approfondi à la date d'établissement des états financiers.

Le compte de correction de valeur et les provisions visent à fournir une estimation des pertes de crédit attendues que le portefeuille de prêts aura subies. L'estimation fait partie intégrante du calcul de la probabilité des défaillances à venir, de l'évaluation de la gravité des pertes en cas de défaillance, de l'examen de la qualité du crédit des débiteurs et, le cas échéant, de l'évaluation du nantissement fourni. La direction tient aussi compte de l'incidence que certains facteurs macroéconomiques prospectifs, notamment les événements économiques actuels et futurs, tendances sectorielles et concentrations de risques, auraient sur le portefeuille ainsi que sur le compte de correction ou la provision à établir.

Une correction de valeur ou une provision est établie pour chaque prêt et chaque engagement de prêt que la direction considère comme ayant subi une dépréciation ou pour lequel une perte a été subie. Lorsque le débiteur est jugé douteux, la valeur comptable du prêt est ramenée à sa valeur nette de réalisation. La direction doit procéder à un certain nombre d'estimations, notamment en ce qui a trait à la durée et au montant des flux de trésorerie futurs, ainsi qu'à la valeur résiduelle du nantissement sous-jacent.

Le jugement de la direction sert au calcul de la perte de crédit attendue, car il s'agit de recourir à des informations prospectives pour pouvoir appuyer la prédiction d'un événement futur et à des comportements passés pour pouvoir déterminer la durée de vie attendue d'un instrument financier. Le jugement sert aussi à évaluer si un risque de crédit a beaucoup augmenté ou non.

JUSTE VALEUR DES INSTRUMENTS FINANCIERS

La plupart de nos instruments financiers — équivalents de trésorerie, titres négociables, instruments dérivés, placements en actions — sont inscrits dans l'état de la situation financière à leur juste valeur soit le prix qui serait reçu pour la vente d'un actif ou payé pour le transfert d'un passif lors d'une transaction normale entre des intervenants du marché à la date d'évaluation.

Nos instruments financiers sont classés dans trois niveaux, selon que les techniques employées pour leur évaluation utilisent des données de marché observables ou non observables. Les instruments financiers classés au niveau 1 sont évalués d'après les cotes du marché, ce qui signifie que le recours à l'estimation est minime. Les instruments classés aux niveaux 2 et 3 nécessitent un degré plus élevé d'estimation et de jugement, car les informations les concernant peuvent ne pas s'appuyer sur des données de marché observables, comme les taux d'actualisation, les courbes de rendement et les autres données qui entrent dans nos modèles. Pour en savoir plus, voir les notes 3, 4 et 5.

Le classement de nos instruments financiers dans les trois niveaux hiérarchiques des justes valeurs nécessite que nous fassions preuve de jugement. Nous avons pour politique de comptabiliser les transferts effectués vers ou depuis ces niveaux à la date de l'événement ou du changement de circonstances à l'origine du transfert. L'information quantitative est fournie pour tous les transferts entre les différents niveaux, quel qu'en soit le caractère significatif.

ENTITÉS STRUCTURÉES

Nos placements dans des fonds sont considérés comme des placements dans une entité structurée. Une entité structurée est définie comme étant une entité qui a été conçue de telle manière que les droits de vote ou droits similaires ne constituent pas le facteur déterminant pour établir qui contrôle l'entité; c'est notamment le cas lorsque les droits de vote concernent uniquement des tâches administratives et que les activités pertinentes sont dirigées au moyen d'accords contractuels. C'est la direction qui juge si nous contrôlons ou non une entité structurée. Lorsque nous détenons un pouvoir sur une entité structurée, que nous sommes exposés ou avons droit à des rendements variables en raison de nos liens avec l'entité structurée et que nous avons la capacité d'influer sur ces rendements du fait de notre pouvoir sur cette entité structurée, nous sommes réputés en avoir le contrôle et nous devons la consolider dans nos états financiers. Si les critères d'identification du contrôle ne sont pas remplis, l'entité structurée n'est pas consolidée.

Trésorerie et équivalents de trésorerie

La trésorerie et les équivalents de trésorerie comprennent la trésorerie et les titres négociables à court terme qui ont une durée d'au plus 90 jours à compter de la date de leur acquisition jusqu'à leur échéance, sont considérés comme très liquides, sont facilement convertibles en un montant connu de trésorerie et comportent un risque négligeable de changement de valeur. Les produits d'intérêts sur nos équivalents de trésorerie sont comptabilisés en tant que produits tirés des titres négociables dans l'état du résultat global.

Titres négociables

Nous détenons des titres négociables pour répondre à nos besoins en liquidités. Ces titres sont détenus auprès de cocontractants solvables, qui doivent afficher une cote de crédit décernée par une agence de notation externe de A- au minimum pour toutes les transactions.

Les titres négociables que FinDev Canada détient directement sont comptabilisés à leur juste valeur par le biais du résultat net pour rendre compte de la gestion de ces instruments selon notre modèle économique. L'achat et la vente de ces titres sont comptabilisés à la date de la transaction, et les coûts de transaction sont passés en charges à mesure qu'ils sont engagés. Dans l'état du résultat global, les produits d'intérêts sont comptabilisés en tant que produits tirés des titres négociables, et les équivalents de trésorerie, les profits et pertes réalisés ou latents sur ces titres sont inscrits en tant qu'autres (produits) ou charges.

Prêts

Les prêts sont initialement inscrits à leur juste valeur. Par la suite, ils sont comptabilisés au coût amorti, selon la méthode du taux d'intérêt effectif. Nous détenons nos prêts dans le but de recevoir des flux de trésorerie contractuels qui correspondent à des remboursements de principal et à des versements d'intérêts et de commissions.

La méthode du taux d'intérêt effectif est une méthode de calcul du coût amorti d'un actif financier et de comptabilisation des produits d'intérêts durant la période concernée en tant que produits du financement et des placements dans l'état du résultat global. Le taux d'intérêt effectif est le taux qui actualise exactement les sorties ou entrées de trésorerie futures sur la durée prévue de l'instrument financier ou, selon les cas, sur une période plus courte, de manière à obtenir la valeur comptable nette de l'actif financier. Pour calculer le taux d'intérêt effectif, nous estimons les flux de trésorerie en prenant en considération toutes les modalités contractuelles de l'instrument financier, mais nous ne tenons pas compte des pertes de crédit futures. Ce calcul inclut l'ensemble des commissions payées ou reçues qui font partie intégrante du taux d'intérêt effectif, des coûts de transaction et de toutes les autres surcotes ou décotes. Les produits différés tirés des prêts, qui se composent de commissions d'encours et d'administration et d'autres frais initiaux, sont considérés comme faisant partie intégrante du taux d'intérêt effectif et sont amortis sur la durée des prêts correspondants.

Nos prêts sont décomptabilisés lorsque les droits de recevoir les flux de trésorerie prennent fin ou lorsque nous transférons la quasi-totalité des risques et avantages liés au droit de propriété. Un prêt est considéré comme en souffrance lorsque le débiteur a omis d'effectuer son versement à la date d'échéance prévue au contrat.

Compte de correction de valeur et provisions pour pertes de crédit

Le compte de correction de valeur et les provisions pour pertes de crédit représentent les meilleures estimations de la direction quant aux pertes de crédit attendues et ils sont donc établis selon ce modèle.

Les instruments financiers devant subir un test de dépréciation comprennent les prêts comptabilisés au coût amorti. Le compte de correction de valeur pour pertes de crédit concernant les prêts est présenté au poste « Compte de correction de valeur pour pertes sur prêts », dans l'état de la situation financière.

Les engagements de prêt font partie des éléments non comptabilisés devant subir un test de dépréciation. Le compte de correction de valeur pour pertes de crédit concernant les engagements de prêt est présenté dans l'état de la situation financière.

Les variations du compte de correction de valeur et des provisions pour pertes de crédit qui résultent des montages, des remboursements ou des arrivées à échéance, ainsi que les changements dans les paramètres du risque et les réévaluations, sont comptabilisées au poste « Dotation aux pertes de crédit », dans l'état du résultat global.

MODÈLE DE DÉPRÉCIATION BASÉ SUR LES PERTES DE CRÉDIT ATTENDUES

Le modèle de pertes de crédit attendues comporte trois phases où transitent les corrections de valeur et les provisions pour pertes de crédit aux fins de leur évaluation. Lors de leur comptabilisation initiale, les instruments financiers sont dans la phase 1. La perte de crédit attendue est évaluée en fonction de la phase attribuée à l'instrument financier, comme suit :

- *Phase 1* – Lorsque le risque de crédit n'a pas augmenté de façon importante depuis le montage, la correction de valeur ou la provision est comptabilisée sur la base d'une perte de crédit attendue dans les 12 mois à venir du fait d'une défaillance.
- *Phase 2* – Lorsque le risque de crédit a augmenté de façon importante depuis le montage, la correction de valeur ou la provision est comptabilisée sur la base d'une perte de crédit attendue pour toute la durée résiduelle de l'instrument financier.
- *Phase 3* – Lorsque l'instrument financier est considéré comme déprécié, la correction de valeur ou la provision est comptabilisée sur la base d'une perte de crédit attendue pour toute la durée résiduelle de l'instrument, et les produits d'intérêts sont calculés en fonction de la valeur comptable de l'instrument diminuée de la correction de valeur ou de la provision, et non en fonction de sa valeur comptable brute.

DÉPRÉCIATION ET SORTIE OU RÉDUCTION DE VALEUR DES INSTRUMENTS FINANCIERS

Selon la définition de défaillance à l'égard des prêts et des engagements de prêts que FinDev Canada a établie, ces instruments financiers sont considérés comme étant en défaillance et sont classés en phase 3 lorsqu'ils remplissent au moins une des deux conditions ci-après, lesquelles sont des indications observables de dépréciation :

- le risque de crédit s'est détérioré à tel point que FinDev Canada considère qu'il est improbable que le débiteur puisse rembourser entièrement sa dette envers elle;
- l'arriéré du débiteur sur la créance détenue par FinDev Canada dépasse 90 jours, ce qui est un critère selon IFRS 9.

S'il existe des indications raisonnables et justifiables d'une perte de valeur à l'égard d'un prêt ou d'un engagement de prêt considéré individuellement, le montant de la perte est égal à la différence entre la valeur comptable du prêt et la valeur actualisée, au taux d'intérêt effectif initial du prêt, des flux de trésorerie futurs estimés. La valeur comptable du prêt est réduite par l'utilisation d'un compte de correction de valeur individuelle.

Par la suite, les produits d'intérêts sur un prêt déprécié individuellement sont comptabilisés sur la base de la valeur comptable réduite du prêt, selon le taux d'intérêt effectif initial du prêt.

Les prêts et leurs corrections de valeur sont décomptabilisés soit partiellement (réduction de valeur), soit entièrement (sortie), lorsque toutes les méthodes de recouvrement, y compris la réalisation du nantissement, ont été épuisées et qu'on ne peut vraisemblablement envisager aucun autre recouvrement.

Nous traitons le prêt comme de nouveau productif lorsqu'il est probable que les paiements contractuels continueront aux termes de la convention de prêt.

ÉVALUATION DES PERTES DE CRÉDIT ATTENDUES

En calculant les pertes de crédit attendues et en attribuant les différentes phases, on tient compte de renseignements raisonnables et justifiables sur des événements passés, sur la situation actuelle et sur de futurs événements économiques à prévoir. L'estimation des données prospectives et le maniement de l'information prospective, à l'aide des sources d'information internes et externes, nécessitent beaucoup de jugement.

Le modèle de pertes de crédit attendues est fonction de la probabilité de défaillance, de la perte en cas de défaillance et de l'exposition en cas de défaillance d'un débiteur donné ou d'un groupe donné de débiteurs ayant des caractéristiques similaires, comme l'appartenance au même pays, à la même industrie ou au même type d'entité, lesquelles pertes sont actualisées à la date de clôture à l'aide du taux d'intérêt effectif ou d'un taux qui s'y rapproche. La probabilité de défaillance, qui est basée sur des données actuelles et historiques et sur des facteurs macroéconomiques pertinents et prospectifs, sert à estimer la possibilité de défaillance dans une période donnée. La perte en cas de défaillance, qui tient compte de facteurs macroéconomiques prospectifs, est une estimation du pourcentage de la perte qui sera subie advenant une défaillance de la part du débiteur. L'exposition en cas de défaillance est basée sur les flux de trésorerie attendus, lesquels tiennent compte des dispositions du contrat et des tendances prospectives relatives aux remboursements et aux prélèvements, et représente l'exposition en cours au moment de la défaillance.

INFORMATIONS PROSPECTIVES

Les pertes de crédit attendues sont calculées à l'aide d'informations prospectives produites à partir de prévisions raisonnables et justifiables, à la date de clôture, à l'égard des conditions économiques futures. Le modèle de pertes de crédit attendues ne considère pas tous les scénarios possibles, mais il reflète un échantillon représentatif formé de trois résultats possibles. Les scénarios retenus ne sont pas biaisés en faveur des extrêmes, reflètent une cohérence entre les variables et sont pondérés par leur probabilité d'occurrence.

En plus des prévisions macroéconomiques de base, nous considérons deux autres prévisions possibles. Ces autres prévisions aident les analystes du risque pays et des industries de l'Équipe des services économiques d'EDC à détecter et à vérifier les scénarios favorables et défavorables possibles, dont les incidences et la probabilité d'occurrence sont prises en compte. Chaque trimestre, les scénarios sont réexaminés pour en déterminer la pertinence.

Les variables macroéconomiques prises en compte lors de l'élaboration des scénarios ont été jugées comme étant des facteurs déterminants dans les prévisions macroéconomiques mondiales et comme très pertinentes pour notre portefeuille de prêts; elles comprennent le produit intérieur brut, les indices boursiers et les taux de chômage. Les variables macroéconomiques sont appliquées dans le modèle des pertes de crédit attendues selon un scénario basé sur le pays, l'industrie, la cote de crédit et le type d'entité. Nous évaluons également la mesure dans laquelle ces variantes pourraient ne pas refléter des événements économiques récents qui pourraient occasionner une détérioration du crédit. Dans ces cas, nous estimerons l'effet que cela pourrait avoir sur nos comptes de correction de valeur et nos provisions, et appliquerons des ajustements au modèle à certaines industries ou à d'autres catégories à risque si nous le jugeons approprié.

AUGMENTATION CONSIDÉRABLE DU RISQUE DE CRÉDIT

À chaque date de clôture, on évalue si le risque de crédit a connu une augmentation considérable depuis la comptabilisation initiale de l'instrument financier. L'évaluation, qui se fait sans égard à l'exonération en cas de risque de crédit faible permise par IFRS 9, nécessite du jugement et tient compte des facteurs suivants :

- une limite basée sur un changement relatif dans la probabilité de défaillance pour la durée de vie attendue résiduelle de l'instrument par rapport à la probabilité de défaillance du début;
- les informations qualitatives disponibles à la date de clôture;
- le nombre de jours depuis que le compte est en souffrance.

Si le compte est en souffrance depuis 30 jours, il passe à la phase 2. S'il est en souffrance depuis 90 jours, il est considéré comme déprécié et il passe à la phase 3.

Les actifs peuvent être transférés dans les deux sens pendant qu'ils cheminent à travers les différentes phases du modèle de dépréciation. Si, dans une période ultérieure, la qualité du crédit d'un instrument de phase 2 s'améliore de sorte que l'augmentation du risque de crédit depuis la comptabilisation initiale n'est plus considérée comme considérable, l'instrument est transféré vers la phase 1, et la correction de valeur ou la provision pour pertes de crédit est rajustée en étant basée sur des pertes de crédit attendues dans les 12 mois.

MODIFICATIONS

Si un emprunteur connaît des difficultés financières, nous pouvons modifier les conditions de son prêt. Nous déterminons alors si le prêt doit être décomptabilisé ou non. Si la modification ne donne pas lieu à une décomptabilisation, la date de création de l'actif continue d'être utilisée pour évaluer si le risque de crédit a augmenté de façon importante. Si la modification donne plutôt lieu à une décomptabilisation, un nouveau prêt est comptabilisé sur la base des nouvelles modalités contractuelles et celui-ci est classé dans la phase 1. Les nouveaux prêts qui sont dépréciés dès leur création sont classés dans la phase 3, et les pertes de crédit attendues sur la durée de vie de l'instrument financier sont comptabilisées dans la juste valeur initiale. Au cours des périodes de présentation ultérieures, nous comptabilisons uniquement les changements cumulatifs aux pertes de crédit attendues sur la durée de vie de l'instrument financier depuis la comptabilisation initiale à titre de provision pour pertes de crédit. Les variations des pertes de crédit attendues sont comptabilisées dans la dotation ou (reprise de dotation) aux pertes de crédit de l'état du résultat global.

Placements en actions

Les placements en actions représentent les placements directs détenus dans des sociétés à capital fermé ainsi que les placements dans des fonds de capital-investissement. L'achat et la vente de ces placements en actions sont comptabilisés à la date de la transaction et sont évalués à leur juste valeur par le biais du résultat net. Les variations ultérieures de la juste valeur et les profits et les pertes réalisés sont comptabilisés comme autres (produits) ou charges. Les coûts de transaction sont passés en charges à mesure qu'ils sont engagés.

Contrats de location

À la date de passation d'un contrat, nous évaluons si celui-ci est ou contient un contrat de location. Nous comptabilisons l'actif au titre de droits d'utilisation et l'obligation locative à compter de la date de début du contrat. Lors de la comptabilisation initiale, les actifs au titre de droits d'utilisation sont évalués au coût, composé de l'obligation locative initiale du contrat de location, des coûts directs initiaux encourus et des paiements de loyers effectués à la date de début du contrat ou avant, déduction faite de tout incitatif à la location reçu. Les actifs au titre de droits d'utilisation sont évalués au coût et, ultérieurement, ils sont amortis selon le mode linéaire depuis la date de début jusqu'à la date de fin du contrat.

Notre actif au titre de droits d'utilisation se rapporte à des bureaux et des imprimantes. Nous comptabilisons les composantes locatives séparément des composantes non locatives. Nous ne comptabilisons pas les actifs au titre de droits d'utilisation ni les obligations locatives pour les contrats de location à court terme de 12 mois ou moins ou pour les contrats de location dont le bien sous-jacent est de faible valeur. Les paiements de loyers au titre de ces contrats sont comptabilisés en charges à mesure qu'ils sont engagés.

Notre obligation locative est initialement évaluée selon les paiements de loyers actualisés au taux d'intérêt implicite du contrat de location ou, à défaut, à notre taux d'emprunt marginal. L'obligation est par la suite évaluée au coût amorti selon la méthode du taux d'intérêt effectif. Elle est réévaluée advenant un changement dans les paiements de loyers futurs à la suite d'une modification de la durée du contrat de location, avec un ajustement correspondant de la valeur comptable de l'actif au titre de droits d'utilisation ou la comptabilisation d'un gain ou d'une perte en autres produits ou en autres charges si la valeur comptable de l'actif est nulle.

Emprunts

FinDev Canada détient des emprunts à terme et à taux fixe, ainsi que des emprunts renouvelables à taux variable reçus d'EDC. Les emprunts sont inscrits au coût amorti, les intérêts étant comptabilisés dans les charges d'intérêts selon la méthode du taux d'intérêt effectif.

Instruments dérivés

Les instruments dérivés (les « dérivés ») sont des contrats financiers qui tirent leur valeur des variations sous-jacentes des taux d'intérêt, des taux de change, du cours des titres de capitaux propres, des écarts de taux ou d'autres mesures financières. Nous utilisons des dérivés (swaps de devises et contrats de change à terme) pour gérer le risque de change.

Nous n'appliquons pas la comptabilité de couverture à nos dérivés. Ceux-ci sont comptabilisés à leur juste valeur par le biais du résultat net, dans l'état de la situation financière, à la date de transaction, et sont sortis de l'état de la situation financière lorsqu'ils arrivent à terme ou sont résiliés. Les dérivés ayant une juste valeur positive sont inscrits comme instruments dérivés dans l'actif, tandis que les dérivés ayant une juste valeur négative sont inscrits comme instruments dérivés, mais dans le passif. Les produits et charges d'intérêts liés à nos dérivés sont intégralement comptabilisés en charges d'intérêts, tandis que les profits et pertes réalisés ou latents sont comptabilisés en autres (produits) ou charges.

Apports de donateurs

FinDev Canada conclut des ententes de cofinancement avec plusieurs donateurs afin d'avoir plus de ressources à affecter aux projets d'impact sur le développement. Les apports des donateurs sont gérés collectivement avec les propres apports de FinDev Canada. Les apports reçus ou à recevoir dans le cadre des ententes signées sont comptabilisés en tant que produits différés. Ces produits différés sont ensuite comptabilisés en produits pour l'exercice au cours duquel les charges connexes sont engagées et ils diminuent lorsqu'ils sont versés directement au client, sans aucune comptabilisation dans les produits. La portion des fonds reçus des donateurs dont on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elle soit utilisée pour les déboursements directs à l'intention des clients est exclue des produits différés.

Conversion de devises

Tous les actifs et passifs monétaires libellés en devises sont convertis en dollars canadiens, monnaie fonctionnelle et monnaie de présentation de FinDev Canada, aux taux de change en vigueur à la clôture de l'exercice. Les produits et les charges sont convertis aux taux de change moyens (quotidiens ou mensuels) en vigueur pendant l'exercice. Les écarts de change découlant de la conversion des soldes et des transactions libellés en devises sont comptabilisés comme autres (produits) ou charges.

Les éléments non monétaires en monnaie étrangère sont convertis aux taux historiques lorsqu'ils sont évalués au coût historique. Par contre, ils sont convertis au cours de change affiché à la date à laquelle cette juste valeur a été déterminée lorsqu'ils sont évalués à la juste valeur.

Régimes de prestations de retraite

Nous participons à des régimes d'avantages sociaux parrainés par EDC et comptabilisons notre participation selon la méthode de comptabilité d'engagement en fonction d'un taux d'attribution déterminé par EDC. Pour de plus amples renseignements sur ces régimes de prestations de retraite, veuillez consulter la note 10 du Rapport annuel intégré 2024 d'EDC.

3. Équivalents de trésorerie et titres négociables

FinDev Canada détient des instruments à court terme portant intérêt auprès de certaines institutions financières canadiennes qui viennent à échéance dans un an ou moins, à des fins de gestion de trésorerie. Les instruments qui ont une durée d'au plus 90 jours à compter de la date de leur acquisition jusqu'à leur échéance sont considérés comme des équivalents de trésorerie. Les soldes relatifs aux équivalents de trésorerie ont été inclus dans la trésorerie et les équivalents de trésorerie dans les états financiers et les notes. Au 31 décembre 2024, tous les instruments détenus étaient des équivalents de trésorerie (en 2023, tous les instruments détenus étaient des équivalents de trésorerie). En 2023, il y a eu des achats de titres négociables d'une valeur de 50,4 milliards de dollars ainsi que des arrivées à échéance et des ventes d'une valeur de 50,4 milliards de dollars (aucune activité sur les titres négociables au 31 décembre 2023). Notre portefeuille d'équivalents de trésorerie et de titres négociables nous expose au risque que les institutions de dépôt ou les contreparties ne nous remboursent pas conformément aux dispositions contractuelles. Pour atténuer ce risque, nous ne détenons des équivalents de trésorerie qu'auprès de contreparties ayant une cote de crédit de A- ou plus. Le risque de crédit potentiel auquel nous nous exposons en raison des équivalents de trésorerie correspond à la valeur comptable de ces instruments financiers.

Au 31 décembre 2024, les équivalents de trésorerie de 87,6 millions de dollars (16,5 millions au 31 décembre 2023) comprenaient une somme de 6,0 millions (7,0 millions au 31 décembre 2023) représentant les apports du donateur Affaires mondiales Canada (« AMC ») et sont restreints au projet de facilité à des conditions libérales; les 81,6 millions restants (9,5 millions au 31 décembre 2023) ne faisaient l'objet d'aucune restriction. Voir la note 9 pour d'autres précisions sur le projet de facilité à des conditions libérales et la comptabilité y afférente.

Le taux de rendement des équivalents de trésorerie et des titres négociables pour 2024 correspond à 5,04 % (4,77 % au 31 décembre 2023).

4. Prêts et compte de correction de valeur et provisions pour pertes de crédit

Prêts

Le tableau qui suit montre les différentes composantes des prêts ainsi que l'échéance et le rendement effectif des prêts bruts aux termes des contrats. Le rendement est calculé selon une moyenne pondérée par montant et par durée. Le rendement à taux variable est exprimé en écart par rapport au taux de base, soit principalement les taux sans risque («TSR») pour le dollar américain :

(en milliers de dollars canadiens)						31 déc. 2024					31 déc. 2023				
	Taux variable	Écart à l'échéance	Taux fixe	Rendement à l'échéance	Total	Taux variable	Écart à l'échéance	Taux fixe	Rendement à l'échéance	Total	Taux variable	Écart à l'échéance	Taux fixe	Rendement à l'échéance	Total
	\$	%	\$	%	\$	\$	%	\$	%	\$	\$	%	\$	%	\$
Prêts productifs :															
2024	-	-	-	-	-	104 665	3,62	23 921	7,64	128 586					
2025	83 597	3,41	26 005	7,63	109 602	68 113	3,64	25 805	7,77	93 918					
2026	123 963	3,40	20 678	7,71	144 641	49 384	3,63	17 710	8,01	67 094					
2027	199 031	3,44	13 174	7,84	212 205	52 311	3,56	9 744	8,27	62 055					
2028	98 293	3,45	19 480	8,07	117 773	26 363	3,41	15 132	8,70	41 495					
2029	65 456	3,60	8 698	8,30	74 154	13 996	3,29	5 196	9,20	19 192					
2030 à 2034	237 160	3,24	27 955	8,15	265 115	187 612	2,80	15 587	9,20	203 199					
2035 et par la suite	4 357	4,51	-	-	4 357	3 250	4,25	-	-	3 250					
Prêts productifs bruts	811 857	3,38	115 990	8,02	927 847	505 694	3,16	113 095	8,49	618 789					
Prêts dépréciés	14 941	7,43	7 189	5,60	22 130	-	-	-	-	-					
Prêts bruts	826 798		123 179		949 977	505 694		113 095		618 789					
Créances au titre des intérêts et des commissions					14 166					10 548					
Produits différés tirés des prêts et autres					(8 780)					(5 042)					
Prêts					955 363					624 295					

À la fin de 2024, le rendement des prêts productifs bruts à taux variable était de 3,46 % (3,85 % en 2023), la durée moyenne jusqu'à la révision étant de 86 jours (81 jours en 2023).

Le tableau suivant montre l'évolution du portefeuille des prêts bruts au cours de la période.

(en milliers de dollars canadiens)	2024	2023
Solde à l'ouverture de l'exercice	618 789	420 744
Déboursements	419 322	270 472
Remboursements de principal	(152 514)	(59 891)
Prêts faisant l'objet d'une sortie ou d'une réduction de valeur	(765)	-
Écart de change	65 145	(12 536)
Solde à la clôture de l'exercice	949 977 \$	618 789 \$

En 2024, nous avons des prêts dépréciés de 22,1 millions de dollars (néant au 31 décembre 2023) auprès de deux emprunteurs commerciaux (aucun au 31 décembre 2023). Au cours de l'année, la somme de 765 000 dollars d'un des prêts dépréciés a été annulée afin de soutenir l'emprunteur qui traversait une période de difficultés financières.

La concentration des risques pays se ventile comme suit :

(en milliers de dollars canadiens)		31 déc. 2024	31 déc. 2023	
Pays	Prêts bruts	%	Prêts bruts productifs	%
Colombie	143 765	15	132 490	21
Bermudes	102 163	11	33 123	5
Argentine	83 863	9	46 647	7
Costa Rica	81 467	9	52 996	9
Équateur	79 411	8	79 022	13
Île Maurice	78 861	8	95 834	15
Curaçao	74 758	8	21 198	3
Afrique du Sud	71 883	8	-	-
France	61 470	6	23 771	4
Nigéria	57 506	6	22 082	4
Togo	29 272	3	-	-
Jamaïque	17 971	2	23 186	4
Pérou	16 682	1	17 712	3
Canada	10 782	1	-	-
République dominicaine	10 638	1	8 248	1
El Salvador	10 063	1	11 924	2
Brésil	9 584	1	26 498	4
États-Unis	8 587	1	10 643	2
Panama	1 251	1	3 478	1
Bolivie	-	-	9 937	2
Total	949 977 \$	100	618 789 \$	100

Nous appliquons plusieurs méthodes d'atténuation du risque de crédit à nos prêts commerciaux, notamment en exigeant une certaine forme de sûreté. Les formes de sûreté les plus courantes comprennent les biens immeubles et meubles, y compris les agencements, de l'emprunteur.

Au 31 décembre 2024, notre exposition maximale au risque de crédit se chiffrait à 1 252,4 millions de dollars (717,1 millions à la fin de 2023).

Exposition ventilée par phase

Le tableau suivant présente une ventilation de nos prêts bruts et de nos engagements de prêts en fonction de la qualité du crédit.

(en milliers de dollars canadiens)		31 déc. 2024	31 déc. 2023	
	Phase 1	Phase 2	Phase 3	Total
Prêts bruts				Total
Première qualité*	178 528	-	-	178 528
Qualité inférieure	708 504	40 815	-	749 319
Dépréciation sur une base individuelle	-	-	22 130	22 130
Total des prêts bruts	887 032	40 815	22 130	949 977
Engagements de prêts				
Première qualité*	62 371	-	-	62 371
Qualité inférieure	240 025	-	-	240 025
Total des engagements de prêts	302 396	-	-	302 396

*Les expositions de première qualité représentent des emprunteurs dont la cote de crédit correspond, au pire, à BBB- selon notre méthode d'évaluation interne du risque de crédit.

Compte de correction de valeur et provisions pour pertes de crédit

Nos corrections de valeur et nos provisions pour pertes de crédit sont estimées à l'aide de modèles complexes qui utilisent des données, des hypothèses et des modélisations nécessitant un degré élevé de jugement de la part de la direction. Comme le décrit la note 2, le modèle de pertes de crédit attendues est fonction de la probabilité de défaillance, de la perte en cas de défaillance et de l'exposition en cas de défaillance. Les courbes de probabilité de défaillance utilisées dans notre modèle tiennent compte des facteurs macroéconomiques pertinents et prospectifs pour estimer la possibilité de défaillance dans le temps.

Le tableau suivant présente les montants bruts et nets de nos prêts et de nos engagements de prêts.

(en milliers de dollars canadiens)			31 déc. 2024	31 déc. 2023		
	Valeur comptable brute	Compte de correction de valeur pour pertes	Valeur comptable nette	Valeur comptable brute	Compte de correction de valeur pour pertes	Valeur comptable nette
Prêts bruts	949 977	33 865	916 112	618 789	40 362	578 427
Engagements de prêts	302 396	8 089	294 307	98 360	6 411	91 949
Total	1 252 373	41 954	1 210 419 \$	717 149	46 773	670 376 \$

En 2024, nous avons apporté des changements à nos modèles comme décrit ci-après.

Nous avons remplacé le modèle utilisé pour estimer les pertes de crédit attendues, qui applique une granularité accrue basée sur le pays, le secteur et le type d'entité, ainsi qu'un plus grand nombre de variables macroéconomiques. La mise à jour de ce modèle de correction de valeur a entraîné une baisse de 7,9 millions de dollars de notre compte de correction de valeur et de nos provisions pour pertes et a été traitée comme un changement d'estimation comptable.

L'évaluation de l'augmentation importante du risque de crédit est l'un des éléments du calcul des pertes de crédit attendues pour lequel la direction fait preuve de jugement. Pour déterminer si un actif a fait l'objet d'une augmentation importante du risque de crédit, nous utilisons une limite basée sur le changement relatif dans la probabilité de défaillance pour la durée de vie attendue résiduelle de l'instrument par rapport à la probabilité de défaillance du début. En 2024, nous avons fait passer nos seuils de probabilité de défaillance de deux à cinq catégories afin de mieux refléter la qualité du crédit de nos actifs, ce qui s'est traduit par une réduction de la sensibilité et de la volatilité des changements d'étape. La mise à jour de ces seuils de probabilité de défaillance a entraîné une baisse de 2,1 millions de dollars de notre compte de correction de valeur pour pertes, incluse dans l'incidence globale de 7,9 millions de dollars indiquée plus haut, et ayant été traitée comme un changement d'estimation comptable.

Le tableau qui suit fournit un rapprochement entre les soldes d'ouverture et les soldes de clôture de notre compte de correction de valeur et de nos provisions pour pertes de crédit pour l'exercice clos le 31 décembre 2024. Les éléments de rapprochement rendent compte de l'incidence des facteurs ci-dessous sur les corrections de valeur et les provisions :

- les transferts entre les différentes phases avant la réévaluation correspondante des corrections de valeur ou des provisions;
- la réévaluation des corrections de valeur ou des provisions en raison des transferts entre les phases et de l'incidence des modifications des notes attribuées au risque de crédit, l'application de nouveaux modèles, ainsi que les changements que les données utilisées dans les modèles, la valeur des nantissements et les hypothèses ont subis et qui n'ont entraîné aucun transfert entre les phases;
- les nouveaux montages durant la période, qui comprennent les prêts nouvellement déboursés et les engagements de prêts signés;
- le montant net des déboursements ou remboursements et des arrivées à échéance, compte tenu des déboursements et remboursements sur les prêts et engagements de prêts;
- les modifications du modèle causées par la mise à jour du modèle quantitatif utilisé pour estimer les pertes de crédit attendues, y compris les effets de l'échelonnement;
- les réductions de valeur ou sorties des actifs réputés irrécouvrables;
- l'effet des variations du cours des monnaies étrangères.

Au 31 décembre 2024, si notre portefeuille productif était évalué selon les pertes de crédit attendues pour la phase 1, le total des pertes de crédit attendues serait de 28,1 millions de dollars (31,9 millions au 31 décembre 2023). Si notre portefeuille productif était évalué selon les pertes de crédit attendues pour la phase 2, le total des pertes de crédit attendues serait de 73,1 millions de dollars (61,2 millions au 31 décembre 2023).

En calculant les pertes de crédit attendues à la date de clôture, nous prédisons trois scénarios possibles sur le plan macroéconomique. Au 31 décembre 2024, les scénarios pondérés et fondés sur de multiples variables macroéconomiques avaient fait augmenter le total des pertes de crédit attendues de notre portefeuille de prêts productifs de 1,6 million de dollars par rapport au scénario de base (3,5 millions en 2023).

Le tableau suivant présente les variations que le compte de correction de valeur pour pertes de crédit sur prêts et la provision pour pertes de crédit sur engagements de prêts ont subies au cours de l'exercice clos le 31 décembre 2024.

<i>(en milliers de dollars canadiens)</i>	Phase 1	Phase 2	Phase 3	2024 Total	Phase 1	Phase 2	2023 Total
Compte de correction de valeur pour pertes sur prêts							
Solde à l'ouverture de l'exercice	15 199	25 163	-	40 362	25 103	-	25 103
Dotation ou (reprise de dotation) aux pertes de crédit							
Transfert vers la phase 1	32 477	(32 477)	-	-	-	-	-
Transfert vers la phase 2	(8 709)	8 709	-	-	(15 782)	15 782	-
Transfert vers la phase 3	-	(1 076)	1 076	-	-	-	-
Réévaluations	(29 926)	1 917	12 429	(15 580)	(7 501)	10 813	3 312
Nouveaux montages	11 178	8 783	-	19 961	14 810	-	14 810
Remboursements et arrivées à échéance, montant net	(2 248)	(2 794)	-	(5 042)	(1 265)	(757)	(2 022)
Changements apportés au modèle	(923)	(7 013)	(85)	(8 021)	-	-	-
Total de la dotation ou (de la reprise de dotation) aux pertes de crédit	1 849	(23 951)	13 420	(8 682)	(9 738)	25 838	16 100
Réductions de valeur et sorties	-	-	(765)	(765)	-	-	-
Écart de change	1 418	1 025	507	2 950	(166)	(675)	(841)
Solde à la clôture de l'exercice	18 466	2 237	13 162	33 865	15 199	25 163	40 362
Provision pour pertes sur engagements de prêts							
Solde à l'ouverture de l'exercice	62	6 349	-	6 411	1 343	-	1 343
Dotation ou (reprise de dotation) aux pertes de crédit							
Transfert vers la phase 1	153	(153)	-	-	-	-	-
Transfert vers la phase 2	(26)	26	-	-	(2 095)	2 095	-
Réévaluations	(4 051)	(837)	-	(4 888)	1 275	4 314	5 589
Nouveaux montages	17 861	381	-	18 242	3 600	-	3 600
Remboursements et arrivées à échéance, montant net	(6 566)	(5 862)	-	(12 428)	(3 995)	-	(3 995)
Changements apportés au modèle	168	(26)	-	142	-	-	-
Total de la dotation ou (de la reprise de dotation) aux pertes de crédit	7 539	(6 471)	-	1 068	(1 215)	6 409	5 194
Écart de change	488	122	-	610	(66)	(60)	(126)
Solde à la clôture de l'exercice	8 089	-	-	8 089	62	6 349	6 411
Total du compte de correction de valeur pour pertes sur prêts et de la provision pour pertes sur engagements de prêts	26 555 \$	2 237 \$	13 162 \$	41 954 \$	15 261 \$	31 512 \$	46 773 \$

Variables macroéconomiques

Le tableau suivant présente les moyennes des variables macroéconomiques que nous avons utilisées dans notre prévision de base et nos scénarios optimistes et pessimistes pour la prochaine année et pour le reste de la période prévisionnelle. Les variables macroéconomiques déterminantes qui sont énumérées dans le tableau ci-dessous ont une incidence sur les courbes de probabilité de défaillance prospectives associées à notre portefeuille.

31 déc. 2024

	Prévision de base		Scénario optimiste		Scénario optimiste	
	Valeur moyenne des 12 prochains mois	Valeur moyenne de la période prévisionnelle restante*	Valeur moyenne des 12 prochains mois	Valeur moyenne de la période prévisionnelle restante*	Valeur moyenne des 12 prochains mois	Valeur moyenne de la période prévisionnelle restante*
PIB mondial (variation en %)	3,1	3,1	4,6	3,3	0,5	3,2
PIB de pays industrialisés, en glissement annuel (%)	1,7	1,9	2,9	2,0	(0,6)	1,9
PIB de pays en développement, en glissement annuel (%)	4,2	4,0	5,8	4,2	1,4	4,1
Taux de change (moyenne de la période), USD/CAD	0,7	0,8	0,7	0,8	0,6	0,8
Prix du West Texas Intermediate, USD/baril	65,8	66,8	68,2	72,6	50,5	59,2

Dec, 31 2023

	Prévision de base		Scénario optimiste		Scénario optimiste	
	Valeur moyenne des 12 prochains mois	Valeur moyenne de la période prévisionnelle restante*	Valeur moyenne des 12 prochains mois	Valeur moyenne de la période prévisionnelle restante*	Valeur moyenne des 12 prochains mois	Valeur moyenne de la période prévisionnelle restante*
PIB mondial (variation en %)	2,8	3,1	3,0	3,5	1,9	3,0
PIB de pays industrialisés, en glissement annuel (%)	1,1	1,7	1,3	2,1	0,4	1,7
PIB de pays en développement, en glissement annuel (%)	4,1	4,0	4,3	4,4	3,1	3,9
Taux de change (moyenne de la période), USD/CAD	0,7	0,8	0,7	0,8	0,7	0,8
Prix du West Texas Intermediate, USD/baril	76,0	69,1	76,1	73,9	70,9	57,6

*La période prévisionnelle restante est généralement de quatre ans.

5. Placements en actions

(en milliers de dollars canadiens)	31 déc. 2024		31 déc. 2023	
	Coût	Juste valeur	Coût	Juste valeur
Placements directs	112 482	99 223	102 793	102 912
Placements dans des fonds de placement	121 810	155 527	102 882	107 951
Total des placements en actions	234 292 \$	254 750 \$	205 675 \$	210 863 \$

Nous investissons dans des fonds qui sont des organismes de placement collectif et qui sont structurés comme des entités en commandite simple financées par des commanditaires. Ces fonds investissent principalement dans des sociétés fermées ou ouvertes et sont considérés comme des entités structurées.

Nous avons des engagements de placements en actions de 264,9 millions de dollars (168,6 millions au 31 décembre 2023) envers des fonds de placement, ainsi qu'à titre de placements directs.

Un montant de 1,5 million de dollars (1,8 million au 31 décembre 2023) en tant que produits tirés des placements en actions, au sein de nos portefeuilles de placements directs et de placements dans des fonds, a été comptabilisé dans l'état du résultat global. Ce montant consiste essentiellement en des dividendes capitalisés sur les actions privilégiées, des paiements des intérêts nominaux, des frais compensateurs et des revenus de dividendes provenant du portefeuille du fonds.

6. Actif au titre de droits d'utilisation et obligation locative

Actif au titre de droits d'utilisation

FinDev Canada loue des bureaux et des imprimantes. Elle a évalué les obligations locatives en incluant les options de prolongation qu'elle a la certitude raisonnable d'exercer. La variation de notre actif au titre de droits d'utilisation au cours de l'exercice, y compris le nouveau bail pour notre siège social, se présente comme suit :

(en milliers de dollars canadiens)	2024	2023
Solde à l'ouverture de l'exercice	1 682	1 264
Entrées	4 962	715
Dotations aux amortissements	(547)	(297)
Solde à la clôture de l'exercice	6 097 \$	1 682 \$

Obligation locative

Le tableau suivant présente l'analyse des échéances des flux de trésorerie contractuels non actualisés liés à notre obligation locative au 31 décembre.

(en milliers de dollars canadiens)	2024	2023
Moins de 1 an	696	396
De 1 à 5 ans	2 387	1 468
Plus de 5 ans	4 721	119
Total de l'obligation locative non actualisée	7 804	1 983
Total de l'obligation locative à la clôture de l'exercice	6 281 \$	1 795 \$

Les charges d'intérêts sur l'obligation locative pour l'exercice clos le 31 décembre 2024 se sont élevées à 155 000 \$ (69 000 \$ en 2023). Les sorties de trésorerie totales liées aux contrats de location se sont établies à 471 000 dollars (337 000 dollars au 31 décembre 2023), dont 316 000 dollars (268 000 dollars au 31 décembre 2023) en remboursement de principal sur l'obligation locative.

À la fin de 2024, les engagements contractuels futurs liés aux composantes non locatives, aux contrats de location dont les biens sous-jacents étaient de faible valeur et aux contrats de location à court terme totalisaient 8,6 millions de dollars (2,1 millions à la fin de 2023).

7. Instruments d'emprunt

Nous émettons des instruments d'emprunt à l'intention de notre société mère, EDC, afin de combler nos besoins de financement et de liquidités. Nos emprunts à long terme sont contractés sous forme d'emprunts à terme et à taux fixe et d'emprunts renouvelables à taux variables libellés en dollars américains, dont l'échéance est dans plus d'un an. Nous gérons le risque de change à l'aide d'instruments dérivés. Voir la note 8 pour des précisions sur nos instruments dérivés.

FinDev Canada est une filiale entièrement détenue par EDC, laquelle est entièrement détenue par le gouvernement du Canada. Nos obligations sont entièrement garanties par le gouvernement canadien, qui détient une cote de crédit AAA. Par conséquent, aucune variation importante de la valeur de nos instruments d'emprunt ne peut être attribuée à la variation de notre propre risque de crédit.

Emprunts

Les emprunts se composent des éléments suivants :

<i>(en milliers de dollars canadiens)</i>	31 déc. 2024	31 déc. 2023
Emprunts à long terme		
échéant à moins d'un an	14 377	33 123
échéant à plus d'un an	288 249	250 813
Total des emprunts à long terme	302 626	283 936
Intérêts courus	2 601	5 365
Total	305 227 \$	289 301 \$

En 2024, nos emprunts ont enregistré des pertes de change de 24,2 millions de dollars (des gains de 6,1 millions de dollars au 31 décembre 2023). Nous gérons le risque de change lié à ces emprunts dans le cadre de notre gestion globale des risques de change de l'ensemble de nos actifs et passifs. Voir la note 15 pour des précisions sur notre (profit) ou perte de change consolidé.

Le tableau suivant indique les variations subies par les emprunts par suite des activités de financement.

<i>(en milliers de dollars canadiens)</i>	2024	2023
Solde à l'ouverture de l'exercice	289 301	302 969
Flux de trésorerie nets	(5 216)	(11 056)
Écart de change	24 211	(6 133)
Variation des intérêts courus	(3 069)	3 521
Solde à la clôture de l'exercice	305 227 \$	289 301 \$

Le tableau qui suit montre nos positions sur les emprunts à taux fixe et à taux variable, ainsi que les échéances et rendements de ces positions. Les instruments d'emprunt sont présentés ci-dessous selon leur montant nominal pour qu'ils indiquent les liquidités dont nous aurons besoin à leur échéance.

(en milliers de dollars canadiens)

31 déc. 2024

31 déc. 2023

Année d'échéance	Émission d'instruments d'emprunt	Rendement* (%)	Émission d'instruments d'emprunt	Rendement* (%)
Émission à taux fixe				
2024	-	-	33 123	1,11
2025	14 377	4,21	13 249	4,21
2027	28 753	3,39	26 498	3,39
2028	53 912	4,30	49 684	4,30
Total partiel	97 042	4,06	122 554	3,82
Émission à taux variable				
2035 et par la suite	205 584		161 382	
Total partiel	205 584	4,58	161 382	5,72
Total	302 626 \$		283 936 \$	

*Soit le taux effectif jusqu'à la date d'échéance des instruments à taux fixe et le taux effectif jusqu'à la date de révision du taux d'intérêt des instruments à taux variable.

À la fin de 2024, les flux de trésorerie contractuels, y compris le principal et les intérêts estimés (selon les taux actuels), liés à notre portefeuille d'instruments d'emprunt s'établissaient comme suit :

(en milliers de dollars canadiens)

31 déc. 2024

Année d'échéance	
Moins de 1 an	27 005
De 1 à 3 ans	53 937
De 3 à 5 ans	75 356
Plus de 5 ans	286 768
Total	443 066 \$

Le solde des emprunts à taux variable au 31 décembre 2024 a été remboursé en janvier 2025 après la réception d'une injection de capital

8. Instruments dérivés

Nous nous servons de divers instruments dérivés pour gérer les coûts et le rendement de nos activités de financement, d'investissement et de gestion des risques, ainsi que l'ampleur des risques financiers inhérents à ces activités.

À l'heure actuelle, nous utilisons notamment les instruments suivants :

Swaps de devises – Engagements qui consistent à échanger, en deux opérations de change, des flux de trésorerie dans des devises différentes, la première étant effectuée à l'origine au taux au comptant, et la deuxième, à un taux préétabli, à une date ultérieure précise.

Contrats de change à terme – Engagements d'échanger des flux de trésorerie dans différentes devises dont le taux de change est précisé d'avance, à une date ultérieure prédéterminée.

Pour limiter le risque de crédit associé à nos instruments dérivés, nous ne concluons les swaps de devises et les contrats de change à terme qu'avec EDC.

Les instruments dérivés sont comptabilisés à leur juste valeur dans l'état de la situation financière. Les notionnels ne sont pas inscrits à l'actif ni au passif dans notre état de la situation financière, car ils ne représentent que la valeur nominale du contrat à laquelle on applique un taux ou un prix pour calculer les flux de trésorerie qui seront échangés.

Nous avons conclu des swaps de devises (pour des durées allant de 2 à 7 mois) avec EDC afin de convertir, en dollars américains, des fonds libellés en dollars canadiens, ou vice versa. Tous ces dérivés ont une durée de moins d'un an (tous inférieurs à un an au 31 décembre 2023). Au 31 décembre 2024, ces swaps avaient une valeur notionnelle de 914,1 millions de dollars (569,9 millions à la fin de 2023). Les charges d'intérêts sur ces swaps, de 5,4 millions de dollars (1,3 million de dollars au 31 décembre 2023), ont été comptabilisées dans l'état du résultat global (perte).

En 2024, nous avons réexaminé nos contrats non financiers en vue de recenser les dérivés incorporés et avons déterminé qu'aucun dérivé incorporé n'était présent (aucun en 2023).

9. Produits différés

En 2021, FinDev Canada a obtenu d'Affaires mondiales Canada (AMC) une facilité à des conditions libérales de 75,9 millions de dollars. La facilité est un accord passé entre AMC et FinDev Canada, dont l'objectif est d'exécuter le mandat confié par le gouvernement du Canada selon le principe d'égalité des genres, sous la forme d'une facilité de relance économique en réponse à la crise de la COVID-19. Aux termes de cet accord, FinDev Canada détiendra, gèrera, administrera, utilisera et investira les fonds reçus d'AMC dans le cadre de cette facilité. Les résultats financiers de la facilité à des conditions libérales seront déclarés à AMC et seront consolidés dans les états financiers du gouvernement du Canada, que celui-ci publie séparément et qui sont audités par le Bureau du vérificateur général du Canada. Sur la facilité initiale de 75,9 millions de dollars, 11,5 millions se rapportaient à un apport du donateur que FinDev Canada devait consacrer à des charges administratives admissibles et à de l'assistance technique.

Les produits différés représentent la portion non comptabilisée des apports du donateur AMC pour le projet de facilité à des conditions libérales. Les produits différés sont comptabilisés en produits effectivement lorsque les charges sont engagées.

Le tableau suivant présente les produits différés liés au projet de facilité à des conditions libérales :

(en milliers de dollars canadiens)	31 déc. 2024	31 déc. 2023
AMC : facilité à des conditions libérales – charges administratives	5 831	6 816
AMC : facilité à des conditions libérales – assistance technique	125	200
Total	5 956 \$	7 016 \$

Le tableau suivant montre les composantes des apports de donateurs comptabilisés en produits.

(en milliers de dollars canadiens)	2024	2023
AMC : facilité à des conditions libérales – charges administratives	985	850
AMC : facilité à des conditions libérales – facilité d'assistance technique	75	50
Autres	-	220
Total	1 060 \$	1 120 \$

10. Capital social

FinDev Canada possède un nombre illimité d'actions autorisées, d'une valeur nominale de 100 \$ chacune, qui confèrent le droit à notre actionnaire de toucher un dividende de temps à autre. Au 31 décembre 2024, le capital social de FinDev Canada correspond à 950 millions de dollars, ce qui représente 9,5 millions d'actions (600 millions de dollars et 6 millions d'actions au 31 décembre 2023). Au cours du premier trimestre de 2024, FinDev Canada a reçu un apport en capitaux de 350 millions de dollars en échange de 3,5 millions d'actions (300 millions de dollars contre 3 millions d'actions en 2023).

En janvier 2025, FinDev Canada a reçu un apport en capitaux de 400 millions de dollars en échange de 4,0 millions d'actions d'une valeur nominale de 100 dollars chacune.

11. Gestion du capital

En finançant des sociétés fermées œuvrant dans des pays en développement ou en acquérant des titres de capitaux propres dans de telles sociétés, nous courons plusieurs risques financiers. L'un de ces risques est le risque d'insuffisance du capital, qui est le risque de subir une perte résultant de l'incapacité à détenir un capital suffisant, ce qui provoquerait l'interruption des activités ou l'insolvabilité de l'entreprise, voire la faillite. Nous gérons notre risque d'insuffisance du capital selon la politique de gestion du capital.

Entre autres choses, cette politique établit l'approche et les méthodes d'évaluation, de surveillance et de gestion du risque d'insuffisance du capital. Elle décrit aussi comment calculer le capital disponible (offre de capital) ainsi que le capital requis (demande de capital), ainsi qu'une fréquence régulière des rapports présentés à l'équipe de la haute direction et au Conseil d'administration.

Notre méthode de gestion du capital vise l'alignement sur notre société mère, EDC. Cette méthode s'aligne sur le processus interne d'évaluation de l'adéquation des fonds propres (« PIEAFP ») et sert de ligne directrice pour déterminer notre capital requis. Pour FinDev Canada, la demande de capital est calculée au moyen de modèles ou de méthodes qui estiment le capital nécessaire pour couvrir les pertes éventuelles que suppose une cote de solvabilité A, compte tenu du risque de crédit, du risque opérationnel, du risque de marché et du risque stratégique. L'offre de capital est déterminée à partir de nos états financiers et représente le capital versé et les résultats non distribués.

En outre, le plafond de nos financements par emprunt a été fixé à trois fois nos fonds propres (3:1). Ce plafond est surveillé périodiquement, et la capacité d'emprunt est réduite en cas de détérioration du profil de risque de notre portefeuille ou de réduction de notre capital.

Nous visons un niveau de capitalisation qui permet de couvrir les pertes éventuelles attribuables à des cocontractants notés A. En 2024, FinDev Canada a fait passer sa norme de solvabilité de AA à A à la suite d'un examen des pratiques exemplaires et pour assurer l'harmonisation avec sa société mère, EDC.

12. Gestion des risques financiers

En finançant des sociétés fermées œuvrant dans des pays en développement ou en acquérant des titres de capitaux propres dans de telles sociétés, FinDev Canada court plusieurs risques financiers. Conçu pour contrôler et atténuer l'exposition de FinDev Canada aux risques financiers, le Cadre de gestion des risques financiers vient établir le système de gouvernance et de surveillance des opérations de financement, des opérations sur titres de capitaux propres et des activités liées aux opérations de trésorerie. Ce cadre dicte la marche à suivre pour assurer une gestion efficace des risques financiers, notamment en précisant les limites que le Conseil doit fixer et les méthodes de surveillance et de communication de l'information.

Les principaux risques financiers auxquels FinDev Canada s'expose sont décrits ci-après.

Risque lié à la gestion du capital

Le risque lié à la gestion du capital est évalué selon les deux sous-catégories suivantes :

- Risque d'insuffisance du capital – Risque que la cote implicite de solvabilité de FinDev Canada nuise à sa capacité d'atteindre ses objectifs stratégiques. Ce risque englobe le risque d'insolvabilité et le risque que FinDev Canada n'ait pas accès à suffisamment de capital pour exécuter sa stratégie.
- Risque d'illiquidité – Risque de perte découlant de l'incapacité de FinDev Canada à amasser ou à emprunter les fonds nécessaires pour pouvoir honorer ses obligations financières ou de son incapacité à convertir ses actifs de trésorerie en liquidités sans renoncer à un capital ou à des revenus importants.

Risque de crédit et de contrepartie

Le risque de crédit et le risque de contrepartie sont évalués selon les trois sous-catégories principales suivantes :

- Risque de portefeuille – Risque de perte découlant d'une exposition unique ou d'un groupe d'expositions de nature à engendrer des pertes suffisamment importantes au point de menacer la santé financière de FinDev Canada ou sa capacité à poursuivre ses activités essentielles.
- Risque de débiteur – Risque de perte découlant de l'incapacité d'un emprunteur, d'un garant ou d'une entité dans laquelle FinDev Canada détient une participation à atteindre ses objectifs commerciaux.
- Risque de contrepartie aux opérations de trésorerie – Risque de perte attribuable à l'incapacité d'une contrepartie à une opération de trésorerie ou d'une contrepartie à une opération de transfert de risque à respecter ses obligations selon les conditions convenues.

Risque de marché

Risque de perte découlant d'une fluctuation défavorable des cours du marché, des taux d'intérêt ou des taux de change. Le risque de marché peut également résulter d'événements de marché qui influent sur la juste valeur de marché de nos investissements.

- Risque de change – Risque que les fluctuations du cours du change aient un effet défavorable sur la valeur des instruments financiers. FinDev Canada court un risque de change lorsque l'actif et le passif dans une devise donnée ne concordent pas. En 2024, une variation de $\pm 1\%$ de la juste valeur n'a pas eu d'incidence importante sur notre revenu net.
- Risque de taux d'intérêt – Risque que la juste valeur ou les flux de trésorerie futurs d'un instrument financier varient en raison de la fluctuation des taux d'intérêt du marché. FinDev Canada s'expose aux effets défavorables que les écarts entre les échéances ou dates de révision des actifs et des passifs. En 2024, une variation de ± 100 points de base n'a pas eu d'incidence importante sur notre revenu net.
- Autre risque de marché – Risque que la valeur marchande des investissements varie en raison de l'évolution des conditions du marché. FinDev Canada est exposée aux impacts négatifs potentiels sur la valeur des instruments financiers résultant de la volatilité du marché, des conditions économiques et du rendement des entreprises investies. Voir la note 13 pour l'analyse de sensibilité de nos placements en actions.

Risque lié aux changements climatiques

Nous avons commencé à suivre les risques liés aux changements climatiques et leur incidence sur notre viabilité financière. Les deux catégories de risques liés aux changements climatiques sont les suivantes :

- Risque physique – Le risque d'incidences financières découlant des risques physiques chroniques et graves liés aux changements climatiques tels que les inondations, les tempêtes, les feux de forêt, les sécheresses, ainsi qu'aux changements à long terme des cycles météorologiques tels que des températures moyennes plus élevées susceptibles de causer la hausse du niveau de la mer ou des vagues de chaleur chroniques.
- Risque de transition – Le risque d'incidences financières découlant des risques de transition liés aux mesures politiques, juridiques, technologiques ou commerciales prises en vue de la transition vers une économie à faible intensité de carbone.

13. Juste valeur des instruments financiers

La juste valeur représente notre estimation du prix qui serait reçu pour la vente d'un actif ou qui serait payé pour le transfert d'un passif dans le cadre d'une transaction normale entre des intervenants du marché à la date d'évaluation.

Comme pour toute estimation, l'impossibilité de prévoir l'avenir entraîne un élément d'incertitude. Lorsqu'il s'agit d'estimer la juste valeur de nos instruments financiers, l'incertitude est amplifiée par le nombre élevé d'hypothèses utilisées et par la vaste gamme des techniques d'évaluation acceptables. L'estimation de la juste valeur se fonde sur les conditions du marché à un moment précis et peut donc ne pas refléter les conditions du marché à une date ultérieure. Par conséquent, la juste valeur estimée de nos instruments financiers ne correspondrait pas nécessairement à leur valeur réelle si les instruments étaient échangés sur le marché.

Nous avons instauré des contrôles et politiques pour nous assurer que nos évaluations sont appropriées et réalistes. Les modèles, les méthodes d'évaluation et les paramètres et données relatifs au marché sont soumis à un examen et à une validation périodiques, ainsi qu'à une comparaison avec les valeurs fournies par des tiers.

Nous classons les instruments financiers dans la hiérarchie des justes valeurs selon que les données retenues pour l'évaluation sont observables ou non.

- **Niveau 1** – La juste valeur est fondée sur les prix (non rajustés) cotés sur des marchés actifs pour des actifs ou passifs identiques.
- **Niveau 2** – La juste valeur est déterminée à l'aune de données autres que les prix cotés visés au niveau 1 qui sont observables pour l'actif ou le passif concerné, directement (à savoir les prix) ou indirectement (à savoir les données dérivées du prix).
- **Niveau 3** – La juste valeur est déterminée d'après des données relatives à l'actif ou au passif qui ne sont pas fondées sur des données de marché observables (données non observables).

Les hypothèses et les techniques d'évaluation que nous utilisons pour estimer la juste valeur sont décrites ci-après.

Prêts

Afin d'estimer la juste valeur de nos prêts productifs (y compris les créances au titre des intérêts et des commissions, déduction faite des produits différés tirés des prêts), nous les séparons selon les catégories de risque qu'ils présentent, et nous calculons la valeur actualisée des flux de trésorerie du principal et des intérêts. Les taux d'actualisation sont obtenus à l'aide de courbes de taux pour chaque catégorie de risque et ils sont propres au risque de crédit et au terme jusqu'à l'échéance des flux de trésorerie du principal et des intérêts.

La juste valeur des prêts dépréciés est considérée comme étant équivalente à la valeur comptable. Une fois que le prêt est jugé déprécié, sa valeur comptable est réduite pour rendre compte des flux de trésorerie futurs estimés et actualisés au taux d'intérêt effectif initial du prêt.

Les prêts évalués au moyen de données non observables, comme les courbes de taux pour les prêts dont la qualité du crédit est inférieure, sont classés au niveau 3 de la hiérarchie des justes valeurs.

Équivalents de trésorerie

Nous estimons la juste valeur des équivalents de trésorerie d'après les prix observables sur le marché. S'il est impossible de connaître ces prix, nous déterminons la juste valeur en actualisant les flux de trésorerie futurs par une courbe de taux appropriée. Tous nos équivalents de trésorerie sont classés au niveau 1.

Placements en actions

Notre approche relative à l'évaluation de la juste valeur est fondée sur les lignes directrices contenues dans les *International Private Equity and Venture Capital Valuation Guidelines*. Suivant le type de placement direct, nous estimons la juste valeur selon l'une des méthodes suivantes : les approches fondées sur le marché (notamment en utilisant le cours d'une action d'après les données de marché disponibles, le prix d'un titre récemment inclus dans le portefeuille de placements, des multiples ou des données de référence sectorielles); les approches fondées sur les bénéfices (telles que l'actualisation des flux de trésorerie); l'approche fondée sur le coût de remplacement (comme celui de l'actif net). Notre évaluation des fonds se base sur les états financiers les plus récents publiés au sujet des fonds. Les évaluations sont établies par la direction et approuvées par un comité d'évaluation indépendant. Les méthodes d'évaluation sont constamment validées et étalonnées au moyen de discussions avec les co-investisseurs et les intervenants du marché, compte tenu de tous les événements connus du marché.

Les modèles d'évaluation de la juste valeur de certains instruments de placement utilisent des estimations déterminées d'une manière compatible avec les pratiques de l'industrie, qui ne peuvent être observées directement sur le marché. Les estimations non observables de FinDev Canada sont présentées dans le tableau ci-dessous.

(en milliers de dollars canadiens)

Technique d'évaluation	Donnée non observable	Moyenne pondérée	Juste valeur au 31 déc. 2024	Juste valeur au 31 déc. 2023
Multiples	Multiple (ventes)	1,46	78 298	56 959
Flux de trésorerie actualisé	Taux d'actualisation	13 %	14 294	13 173
Prix de la transaction	S.O.	N/A	6 631	32 781
NAV*	S.O	N/A	155 527	107 950
Total			254 750	210 863

*La juste valeur des fonds de placement est déterminée par des tiers lorsque FinDev Canada n'a pas accès aux données.

Instruments dérivés

Les contrats de change à terme et les swaps de devises sont évalués en fonction des notionnels actualisés selon la courbe de taux des devises respectives, les valeurs actualisées étant converties au taux de change au comptant du dollar canadien.

Les dérivés d'engagement de prêt sont évalués à l'aide des flux de trésorerie actualisés. Les flux de trésorerie sont actualisés au moyen de la courbe de taux de la devise concernée. Les données utilisées dans les calculs sont observables sur le marché et peuvent inclure les courbes des taux d'intérêt et les taux de change.

Tous nos instruments dérivés sont classés au niveau 2.

Emprunts

La juste valeur de nos emprunts est établie à l'aide des flux de trésorerie actualisés. Les taux à terme servent à générer les flux de trésorerie futurs à taux variable. Les flux de trésorerie sont actualisés au moyen de la courbe de taux de la devise concernée. Les données utilisées dans les calculs sont observables sur le marché et peuvent inclure les courbes des taux d'intérêt et les taux de change. Les prêts à payer au coût amorti sont classés comme des instruments financiers de niveau 2 dans la hiérarchie des justes valeurs.

Hiérarchie des justes valeurs

Le tableau suivant présente la hiérarchie des justes valeurs de nos instruments financiers.

(en milliers de dollars canadiens)

31 déc. 2024

31 déc. 2023

	Niveau 2	Niveau 3	Juste valeur totale	Valeur comptable	Niveau 2	Niveau 3	Juste valeur totale	Valeur comptable
Actifs								
Prêts productifs à taux fixe	55 856	65 520	121 376	109 118	45 503	63 915	109 418	95 785
Prêts productifs à taux variable	672 317	169 853	842 170	802 330	489 022	39 756	528 778	488 148
Total des prêts productifs	728 173	235 373	963 546	911 448	534 525	103 671	638 196	583 933
Prêts dépréciés	10 050	-	10 050	10 050	-	-	-	-
Prêts et créances au titre des intérêts et des commissions	738 223	235 373	973 596	921 498	534 525	103 671	638 196	583 933
Instruments dérivés	4 612	-	4 612	4 612	15 449	-	15 449	15 449
Placements en actions	-	254 750	254 750	254 750	-	210 863	210 863	210 863
Passifs								
Emprunts	306 903	-	306 903	305 227	283 701	-	283 701	289 301
Instruments dérivés	40 456	-	40 456	40 456	370	-	370	370

Les instruments financiers classés dans les équivalents de trésorerie, dans les autres actifs et dans les dettes fournisseurs et autres crédits sont à court terme, et leur valeur comptable est raisonnablement proche de leur juste valeur.

Le tableau suivant présente un rapprochement des justes valeurs de niveau 3 entre 2024 et 2023 en ce qui concerne les placements en actions.

(en milliers de dollars canadiens)

	2024	2023
Solde à l'ouverture de l'exercice	210 863	154 592
Achats de placements en actions	47 050	68 521
Profits ou (pertes) latents comptabilisés en autres (produits) ou charges	(4 824)	(6 111)
Remboursement de capital	(17 504)	(1 838)
Écart de change	19 165	(4 301)
Solde à la clôture de l'exercice	254 750 \$	210 863 \$
Total des profits ou (pertes) de l'exercice, porté au résultat global au titre des instruments détenus à la clôture de l'exercice	(4 824) \$	(6 111) \$

En 2024, une analyse de sensibilité a été réalisée à l'aide d'autres hypothèses possibles en vue de recalculer la juste valeur de nos instruments financiers de niveau 3. La juste valeur des instruments financiers de niveau 3 est fondée, en tout ou en partie, sur des données non observables. Lors de la préparation des états financiers, des niveaux appropriés sont retenus pour les paramètres des données non observables pour que celles-ci soient cohérentes avec les données de marché actuelles ou le jugement de la direction.

Afin d'analyser la sensibilité de nos placements en actions de niveau 3, nous avons ajusté les données non observables. Les données non observables utilisées dans l'évaluation de nos placements en actions de niveau 3 peuvent comprendre une ou plusieurs des données suivantes : multiple des ventes, décote d'illiquidité, multiple du BAIIA et taux d'actualisation. Lorsque plusieurs données non observables se trouvent en situation de choc, aucune compensation n'est envisagée, ce qui entraîne la variation la plus élevée, favorable ou défavorable. Les résultats de l'analyse de nos placements en actions de niveau 3 se retrouvent dans une fourchette allant d'un écart défavorable de 31,0 millions de dollars à un écart favorable de 31,0 millions de dollars.

14. Obligations contractuelles

Dans le cadre de nos activités normales, nous concluons des contrats qui nous engagent à faire des paiements minimaux futurs.

Les obligations d'achat comprennent les obligations qui constituent des accords juridiquement contraignants, aux termes desquels nous avons convenu d'acheter des quantités minimales précises de produits et de services dont le prix est défini comme fixe, minimal ou variable sur une période précise.

Au 31 décembre 2024, les obligations d'achat non présentées dans les notes afférentes aux états financiers s'élevaient à 5,9 millions de dollars (5,8 millions au 31 décembre 2023).

15. Autres (produits) ou charges

(en milliers de dollars canadiens)	2024	2023
Perte latente nette sur les placements en actions	4 350	5 961
(Profit) ou perte de change	(372)	9
(Profit) ou perte net latent sur les dérivés	(4 664)	288
(Profit) ou perte net, réalisé et latent, sur les titres négociables*	(22)	1
(Profit) ou perte net réalisé – Autres	(107)	-
Total des autres (produits) ou charges	(815) \$	6 259 \$

*Les gains et les pertes liés aux équivalents de trésorerie sont inclus dans les titres négociables.

En 2024, il y a eu une perte nette non réalisée sur les placements en actions principalement due à des ajustements nets défavorables de la juste valeur de marché de 4,3 millions de dollars (588 000 dollars au 31 décembre 2023). Ce résultat a été partiellement compensé par un gain net non réalisé sur les dérivés de 4,7 millions de dollars (300 000 dollars au 31 décembre 2023), principalement en raison de la juste valeur de marché positive enregistrée pour le dérivé de l'accord de fixation des taux mentionné dans la note 8.

16. Charges administratives

(en milliers de dollars canadiens)	2024	2023
Salaires et avantages sociaux	23 953	16 272
Services professionnels	3 182	4 144
Coûts d'administration	1 929	1 819
Occupation	1 593	1 097
Déplacements, accueils et conférences	1 319	975
Services d'information	791	131
Coûts des systèmes	652	940
Marketing et communications	553	593
Autres	506	830
Total des charges administratives	34 478 \$	26 801 \$

17. Régimes de prestations de retraite

FinDev Canada participe à quatre régimes d'avantages d'EDC. Il existe deux régimes de retraite qui contiennent des composantes à prestations déterminées et à cotisations déterminées, soit le Régime de retraite enregistré (« RRE ») et le Régime de retraite complémentaire (« RRC »), ainsi que deux autres régimes d'avantages. Pour obtenir une description détaillée de ces régimes, veuillez consulter la note 10 du Rapport annuel 2024 d'EDC.

Nous capitalisons ces avantages en fonction d'un taux d'attribution déterminé par EDC. En 2024, notre contribution à la capitalisation de notre participation au régime d'avantages s'est établie à 1,6 million de dollars (1,0 million de dollars au 31 décembre 2023), somme incluse dans les salaires et avantages.

18. Transactions entre parties liées

Apports d'Affaires mondiales Canada

Les apports de donateurs que FinDev Canada a reçus comprennent ceux venant d'Affaires mondiales Canada (« AMC »). En 2021, FinDev Canada a reçu des apports de 75,9 millions de dollars d'AMC dans le cadre d'une facilité à des conditions libérales, aux termes de laquelle FinDev Canada détiendra, gèrera, administrera, utilisera et investira des fonds, dont les résultats financiers sont conservés séparément de nos comptes et seront consolidés dans les états financiers du gouvernement du Canada. Au 31 décembre 2024, le solde de ces apports se chiffrait à 45,1 millions de dollars (50,4 millions au 31 décembre 2023), la baisse étant principalement attribuable aux déboursements au titre des prêts, ainsi qu'aux frais administratifs perçus par FinDev Canada. Les montants de la partie de la facilité destinée aux charges administratives et à l'assistance technique sont comptabilisés dans nos états financiers en tant que produits différés jusqu'à ce qu'ils soient acquis. Voir la note 9 pour d'autres précisions.

Instruments dérivés

FinDev Canada négocie uniquement des instruments dérivés avec EDC, notamment des swaps de devises et des contrats de change à terme. Voir la note 8 pour d'autres précisions.

Emprunts

Comme il est mentionné à la note 7, FinDev Canada a reçu d'EDC des emprunts à terme et à taux fixe, ainsi que des emprunts renouvelables à taux variable. Les emprunts ont été effectués dans des conditions commerciales normales, entre autres, à des taux d'intérêt de marché. Au 31 décembre 2024, l'encours des emprunts contractés avec EDC se chiffrait à 305,2 millions de dollars (289,3 millions au 31 décembre 2023).

Dette envers Exportation et développement Canada

En 2024, FinDev Canada a versé 1,9 million de dollars à EDC (1,8 million en 2023) en contrepartie de services contractuels communs, pour les besoins du siège social et pour des rôles spécialisés. La prestation des services communs est régie par une série d'accords de service qui reflètent les meilleures pratiques de l'industrie. Les montants dus à EDC pour des services communs, chiffrés à 5,1 millions de dollars au 31 décembre 2024 (3,2 millions au 31 décembre 2023), ne portent pas intérêt ni ne sont assujettis à des modalités de remboursement précises.

Rémunération des principaux dirigeants

Les principaux dirigeants, définis comme étant les personnes ayant l'autorité et la responsabilité de la planification, de la direction et du contrôle des activités de FinDev Canada, englobent le Conseil d'administration et l'équipe de direction.

La rémunération payée ou à payer aux principaux dirigeants au cours de l'exercice, y compris les avantages autres qu'en trésorerie qui sont imposables, s'est élevée à 3,8 millions de dollars (3,1 millions au 31 décembre 2023).